

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Donald Trump a clairement critiqué les guerres américaines au Moyen-Orient

par Karl Müller

Le président américain Donald Trump a déclaré récemment que mener des guerres au Moyen-Orient était «la pire des décisions jamais prise dans l'histoire de notre pays». Au lieu d'un large soutien, il s'est heurté à de sévères critiques de la part de la faction de guerre de l'OTAN.

Le 9 octobre, le président américain a réagi par un important message sur Twitter aux reproches contre sa décision de retirer les troupes américaines du nord de la Syrie.

Cette nouvelle disait:

«The United States has spent EIGHT TRILLION DOLLARS fighting and policing in the Middle East. Thousands of our Great Soldiers have died or been badly wounded. Millions of people have died on the other side. GOING INTO THE MIDDLE EAST IS THE WORST DECISION EVER MADE IN THE HISTORY OF OUR COUNTRY! We went to war under a false & now disproven premise, WEAPONS OF MASS DESTRUCTION. There were NONE! Now we are slowly & carefully bringing our great soldiers & military home.»

La traduction française est la suivante:

«Les Etats-Unis ont dépensé 8 billions de dollars pour combattre et maintenir l'ordre au Moyen-Orient. Des milliers de nos magnifiques soldats sont morts ou ont été grièvement blessés. Des millions de personnes sont mortes de l'autre côté. Intervenir au Moyen-Orient a été la pire des décisions jamais prise dans l'histoire de notre pays! Nous sommes entrés en guerre suite à une fausse prémisse maintenant réfutée, celle des armes de destruction massive. Il n'y en avait aucune! Maintenant, nous ramenons lentement et prudemment nos magnifiques soldats et notre armée à la maison.»

Dans les jours ayant suivi ce message sur Twitter, quelques médias anglophones, tel



le «Washington Post», ont cité cette déclaration du président, en l'associant généralement à de sévères critiques à son égard. Dans les médias germanophones, c'est d'abord uniquement le site web de «RT-Deutsch» qui a parlé de cette prise de position et l'a commentée le 11 octobre.

C'est surprenant (malheureusement pas trop), car les déclarations de Donald Trump sont une réelle sensation – et elles devraient en fait initier un changement radical de la politique mondiale. Ce n'est pas le contenu qui est sensationnel. L'analyse des guerres américaines au Moyen-Orient est connue

depuis longtemps auprès des personnes qui les ont examinées de manière critique. Ce qui est sensationnel, c'est le fait que ces déclarations émanent du président en fonction des Etats-Unis. Depuis 2003, l'année de l'attaque de l'Irak par les troupes américaines, il n'y a eu rien de semblable de la part d'un président américain – ou même d'un responsable gouvernemental des alliés de l'OTAN en Europe.

L'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder avait admis il y a quelques années – lorsqu'il n'était plus chancelier – que la guerre d'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999, pendant son mandat de chancelier et avec la participation allemande, était une violation du droit international. Aujourd'hui encore, les responsables de l'OTAN n'en tiennent pas compte – bien que la déclaration de Schröder soit correcte et que des conséquences devraient en découler pour les responsables. Mais rien ne s'est encore produit dans ce sens! Bien que la boîte de Pandore soit ouverte depuis 1999.

Reste à savoir si les déclarations actuelles du président américain auront des conséquences. Toute personne ayant été confrontée à la folie des guerres américaines et de l'OTAN ces dernières années et ayant attiré l'attention sur cette injustice, sur les victimes et les destructions qui y sont associées, peut aujourd'hui s'y référer. La déclaration de Donald Trump devrait être placardée sur de grandes affiches dans chaque ville et chaque village de tous les Etats membres de l'OTAN. Il devrait en être de même dans chaque ville et chaque village de chaque pays du Moyen-Orient, voire dans chaque pays du monde.

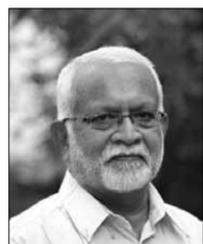
Comment voulons-nous affronter notre avenir? Continuer comme au cours des décennies passées, toujours en direction de l'abîme et de la guerre? Ou plutôt en étant

Suite page 2

L'armée américaine quitte la Syrie

Est-ce une solution en Syrie grâce aux négociations de la Russie?

par M. K. Bhadrakumar,* Inde



M. K. Bhadrakumar (photo mad)

Après des mois d'échanges confidentiels, souvent en tête-à-tête, entre les dirigeants russe et turc au sujet du Nord-Est de la Syrie, le scénario convenu en coulisse entame une phase critique de sa mise en œuvre avec les accords entre les Kurdes et le régime de Bachar al-Assad.

Il s'agit d'un scénario complexe. D'une part, l'armée russe et les troupes d'opposition syriennes loyales à Ankara poursuivent leur offensive implacable vers le sud et étendent leur contrôle sur les régions syriennes habi-

tées par les Kurdes (d'après le président turc Recep Erdogan, 1000 km² de territoire précédemment occupé par les Kurdes auraient été «libérés»), d'autre part conformément à l'accord avec les Kurdes, les premières troupes des forces du gouvernement syrien se sont déplacées vers le nord en direction de la frontière turque.

A première vue, Damas s'oppose – et c'est normal – à l'offensive turque, et en principe, une confrontation peut s'ensuivre. Mais les choses ne sont jamais vraiment ce qu'elles paraissent en Syrie.

Un affrontement entre les forces turques et syriennes est tout simplement inenvisageable. Ce jeu se joue avec d'autres règles. Le lundi 14 octobre, un communiqué du Ministère turc de la défense indiquait que le chef de l'Etat-major, le Général Yasar Güler, et son homologue russe Valery Gerasimov avaient eu une conversation téléphonique et avaient discuté de «la situation en Syrie et des derniers développements».

Aucun autre détail n'a été divulgué, mais il devient évident que la Russie a proposé et convenu avec la Turquie de la présence d'unités russes effectuant des patrouilles entre les positions des forces turques et syriennes au

Nord de la Syrie après le retrait des troupes américaines de la région.

Ainsi, le Ministre russe de la défense a annoncé que sa police militaire déployée dans la ville kurde de Manbij avait commencé à patrouiller le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie et à collaborer avec les autorités turques. Les troupes russes sont entrées à Manbij en compagnie des forces du gouvernement syrien le lundi 14 octobre.

Plus important encore, grâce à la médiation russe, Ankara et Damas préféreront s'entendre sur le partage des zones de contrôle dans le Nord de la Syrie. En d'autres termes, la situation évolue globalement dans le sens de ce que la Turquie et la Syrie avaient imaginé en 1998 avec l'Accord d'Adana (sur la question kurde), à savoir que la sécurité à la frontière syro-turque serait une affaire bilatérale entre Ankara et Damas.

Dans la situation actuelle, la Turquie doit impérativement éviter qu'un «Kurdistan» contigu n'émerge à ses frontières. La prétendue «zone de sécurité» visait à contrarier les projets américains visant à la création d'un Kurdistan en Syrie, à l'image de ce que les Etats-Unis avaient réussi à créer en Irak à l'époque de Saddam Hussein.

Il pourrait bien y avoir une convergence d'intérêts entre Ankara et Damas sur ce point. (Téhéran a aussi des intérêts communs avec ses deux voisins à cet égard.)

En effet, pour Damas, tout cela est une aubaine dans la mesure où le «retrait délibéré» (selon les termes du Pentagone), ou plus exactement l'expulsion inévitable des troupes américaines des régions du Nord de la Syrie, déclenchée par l'incursion turque, lui permet de réoccuper certaines régions du Nord-Est, notamment les zones bien pourvues en ressources hydrauliques et en réserves d'hydrocarbures dont les mili-

Suite page 2

Erratum

Horizons et débats n° 22 du 14/10/19. Dans l'article du Pr Giovanni Maio, le paragraphe n° 5 dans la première colonne de la page 7 a disparu suite à une erreur technique. Nous vous prions de nous en excuser et vous invitons à lire l'article complet sur notre site Internet www.horizons-et-debats.ch.

* M. K. Bhadrakumar a travaillé pendant trois décennies comme diplomate de carrière au service du Ministère indien des Affaires étrangères. Il a été, entre autre, ambassadeur en Union soviétique, au Pakistan, en Iran, en Afghanistan ainsi qu'en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne et en Turquie. Ses articles traitent principalement de la politique étrangère indienne et des événements au Moyen-Orient, en Eurasie, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie pacifique. Son blog s'appelle «Indian Punchline».

Enseignements tirés du passé récent

La Serbie, l'Albanie et la Macédoine du Nord planifient une coopération plus étroite

par Willy Wimmer



Willy Wimmer
(photo ef)

km. Le quotidien berlinois «Tagesspiegel» est probablement le seul journal de langue allemande, ayant parlé le 14 octobre d'une rencontre entre le chef du gouvernement albanais Rama, le président serbe Vučić et le Premier ministre Zaev de la Macédoine du

Nord. Les trois hommes politiques ont décidé de promouvoir leur coopération régionale en créant une «mini-zone Schengen». A partir de 2021, il est prévu d'assurer la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux entre les trois pays. L'initiative est également ouverte aux autres Etats des Balkans occidentaux. Les divergences d'opinion sur le Kosovo ne devraient plus constituer un obstacle à une coopération accrue. Il est grand temps que les pays des Balkans «fassent aussi quelque chose dans leur propre intérêt». Le chef du gouvernement albanais Rama a souligné que l'initiative avait été mise en œuvre sans aucune influence de Bruxelles. Mais il est nécessaire dans toute la région d'accélérer le rythme et la dynamique du développement». Rama a ajouté: «Nous ne sommes pas la priorité de l'UE. C'est pourquoi nous devons fixer nos propres priorités.» La prochaine réunion des trois Etats est prévue le 10 novembre au lac Ohrid, dans le nord de la Macédoine, où seront présentées les mesures plus concrètes pour la réalisation du «mini-espace Schengen». L'ancien Secrétaire d'Etat au Ministère allemand de la défense et Vice-Président de l'Assemblée



(Infographie hd)

parlementaire de l'OSCE, Willy Wimmer, a fait le commentaire suivant:

Bien sûr, les sensationnelles nouvelles du 8 octobre en provenance de la ville serbe de Novisad sont passées inaperçues dans le reste de l'Europe. Pourquoi s'y intéresser, alors que l'on est pleinement occupé par ses propres échecs? Trois présidents d'Etats se sont rencontrés dans la région généralement hostile des Balkans centraux. Les présidents serbe, albanais et macédonien se sont rencontrés, et ils se sont entretenus très sérieusement: comment pouvons-nous, après des décennies de misère, enfin améliorer la situation de nos populations? Il ne s'agit pas d'aide de «petits jardins», mais plutôt d'une considérable zone économique d'environ 20 millions de personnes qui désireraient beaucoup pouvoir res-

ter dans leur pays d'origine au lieu de devoir passer leur avenir à Sindelfingen ou Bottrop (Allemagne). A Novisad, les intérêts ont été mis en commun. C'est plus que compréhensible, car il y a certainement des leçons à tirer des dernières décennies.

C'est comme un fil rouge traversant tout. Les activités des pays d'Europe occidentale n'avaient qu'une chose à l'esprit: empêcher toute solution pouvant mettre un terme à la misère dans les Balkans. La Grande-Bretagne en est un excellent exemple. On a veillé méticuleusement à ne trouver que des réglementations n'ayant pas d'effet explosif sur les problèmes évidents prévalant sur l'île. Le contrôle de Londres sur Edimbourg, Cardiff et Belfast a été défendu à Pristina. Le lien entre l'économie allemande et les pays des Balkans a été interrompu suite aux

négociations sur les sanctions. On sait parfaitement ce qui a une importance dans les Balkans. Cela est également vrai pour les Américains ayant tout intérêt à repousser la Russie hors de la région.

Le fait que l'ambassadeur américain à Berlin, M. Grenell, ait été nommé envoyé spécial pour les Balkans en dit long. L'appareil administratif américain hautement équipé risque de perdre pied dans les Balkans, où il doit s'attendre à autre chose que des mots pieux. Enfin, on y prend les choses en main. Les caprices et les prétendues obligations de Bruxelles, Paris, Londres et Berlin – sans parler de Washington – ne déterminent plus à eux-seuls la réalité dans les Balkans, et pas uniquement en raison du fait que Tirana et Belgrade ont commencé à se parler. Il est évident qu'en raison de l'évolution de la situation au cours des dernières décennies, Pristina et Belgrade ne sont pas en état de dialoguer. Pourquoi faire dépendre les relations entre Albanais et Serbes des structures mafieuses de Pristina? On peut parfaitement tisser des liens directs.

Quoi qu'il en soit, pour l'instant, on ne peut y admirer que des curiosités européennes. A Belgrade, on parle de règles devant s'appliquer lors des élections. Des parlementaires et des fonctionnaires d'Europe occidentale s'entretiennent avec des forces serbes pour parler de la «liberté de la presse». Les Serbes commencent à réaliser qu'au cours des trente dernières années, la liberté et la diversité de la presse en Europe occidentale ont depuis longtemps disparu. A Belgrade, les Européens font l'éloge de ce qu'ils ont cédé sans résistance aux oligarques de leur pays. A quoi bon traiter avec de tels conseillers?

(Traduction Horizons et débats)

Déclaration du Président du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant la Syrie

«Le Conseil de sécurité se félicite que le Secrétaire général ait annoncé, le 23 septembre 2019, que le Gouvernement de la République arabe syrienne et la Commission syrienne de négociation avaient conclu un accord au sujet d'une commission constitutionnelle crédible, équilibrée et inclusive placée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

Le Conseil estime que la création de cette commission constitutionnelle, qui sera dirigée et contrôlée par les Syriens, doit marquer le début d'un processus politique visant à mettre fin au conflit syrien conformément aux dispositions de sa résolution 2254 (2015) et dans le plein respect des aspirations légitimes de tous les Syriens.

Le Conseil salue l'action diplomatique menée par l'Envoyé spécial du Secrétaire

général, qui a permis que la République arabe syrienne et l'opposition syrienne finalisent leur accord en vue de la création de la Commission constitutionnelle, et souligne qu'il soutient sans réserve l'Envoyé spécial, M. Pedersen, et l'initiative prise par l'Organisation des Nations Unies pour que la première réunion de la Commission constitutionnelle se tienne à Genève (Suisse) d'ici au 30 octobre 2019.

Le Conseil réaffirme qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit en Syrie, lequel ne pourra être réglé que par l'application intégrale de la résolution 2254 (2015).

Le Conseil réaffirme son plein attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Syrie.»

New York, le 8 octobre 2019

Source: <https://undocs.org/fr/S/PRST/2019/12>

«Donald Trump a clairement critiqué ...»

suite de la page 1

conscient que toute décision d'un pays de prendre la voie de la guerre est pour tout pays «la pire des décisions jamais prise dans l'histoire du pays?»

Concernant sa décision de retirer les troupes américaines du nord de la Syrie, le président américain est vivement critiqué par certaines parties. Elles affirment que cette décision est responsable de l'invasion des troupes turques et de la souffrance des Kurdes en présence. Les Kurdes auraient été abandonnés par les Etats-Unis après avoir combattu aux côtés des troupes américaines contre l'EI. Toutefois, on oublie de mentionner que les troupes américaines – tout comme les troupes des autres pays de l'OTAN, y compris la Turquie – n'ont pas le droit d'être sur le territoire syrien.

Le gouvernement syrien ne leur a pas demandé d'aider dans un conflit militaire ou pour quoi que ce soit d'autre. Au contraire, ces troupes étrangères ont depuis longtemps soutenu des groupes terroristes dans les pays, ont combattu violemment le gouverne-

ment syrien et ont occupé illégalement certaines parties du pays. Les Etats-Unis et les autres Etats de l'OTAN avaient décidé cela de manière autocratique et à l'encontre du droit international.

Il n'est pas encore clair si le cessez-le-feu négocié pour cinq jours mènera à un cessez-le-feu durable. Si l'on veut redonner une valeur au droit international, il faut observer les faits suivants. Pour que les Kurdes de Syrie puissent revendiquer et exercer leurs droits légitimes, il est nécessaire que l'Etat syrien puisse réinstaller son monopole du pouvoir étatique sur l'ensemble du territoire national. L'avancée de l'armée syrienne dans le nord du pays pourrait y contribuer. C'est alors qu'il sera peut-être possible, d'entamer des négociations entre le gouvernement syrien et les représentants légitimes des Kurdes afin de clarifier de quels droits et de quels privilèges particuliers les Kurdes pourraient profiter à l'avenir dans le pays. Les négociations intensives menées par le gouvernement russe semblent viser à mettre fin à la guerre et à la violence en Syrie. C'est ce que nous devons avant tout souhaiter à ce pays martyrisé, ses habitants et toutes les personnes voulant à nouveau y vivre en paix. •

«L'armée américaine quitte la Syrie»

suite de la page 1

taires américains s'étaient arrogé l'accès exclusif.

Pour le président *Bachar al-Assad*, cela représente un grand pas en avant dans la réalisation de sa promesse de regagner le contrôle de toute la Syrie. (Cf. l'article sur le site Euronews: «*Damascus is looking stronger than ever: What next for Syria as Kurds join forces with Assad?*»)

En ce qui concerne les Kurdes, ils n'ont pas d'autres choix que de collaborer avec Damas. Ils ne font tout simplement pas le poids face à une armée turque bien entraînée.

De toute évidence, l'incursion turque et son offensive imminente contre les Kurdes ont rendu intenable la présence militaire américaine dans le Nord de la Syrie et la Russie a tiré parti de la situation pour faire aboutir l'accord entre les Kurdes et Damas.

Avec la réussite de cette entreprise, les Russes ont gagné la confiance des Turcs. Sans surprise, le président Recep Erdogan ne s'inquiète guère de l'accord entre les Kurdes et Damas et a ignoré les mouvements de troupes aux alentours de la frontière turque. Il a fait référence, de façon évasive, aux assurances fournies par *Vladimir Poutine*.

En fin de compte, les Etats-Unis payent un prix élevé pour leurs manigances. En effet, ils ont bercé la Turquie de fausses promesses tout en préparant méthodiquement le terrain pour la création d'un Kurdistan autonome à ses frontières, en plus d'armer et de former les milices kurdes pour en faire une véritable armée.

Erdogan a tendu un piège aux Etats-Unis et ils y ont sauté à pieds joints. Au moment de son attaque, les contradictions de la politique américaine ont été exposées au grand jour: les opérations visant à la balkanisation de la Syrie et au renversement d'Assad, le pacte faustien avec un groupe terroriste ayant pris à la gorge un allié de l'OTAN ainsi que la stratégie géopolitique de destruction de l'axe reliant l'Iran, la Syrie et le Levant.

Il va sans dire qu'avec l'éviction des forces américaines de la Syrie septentrionale, les Turcs ont réalisé un objectif que la Russie et

l'Iran (ainsi que Damas) visaient depuis longtemps sans parvenir à l'atteindre. La Russie et l'Iran peuvent désormais convaincre Ankara de se réconcilier avec Damas.

Les Etats-Unis se sont rendu compte, avec un peu de retard, que la Turquie avait mis un terme soudain à son intervention en Syrie vieille de 8 ans visant à renverser le régime Assad. Les réactions amères de *Donald Trump* et du secrétaire américain à la défense *Mark Esper* en témoignent.

Mais la menace de sanctions américaines ne dissuadera pas Erdogan: le spectre du Kurdistan à ses frontières menaçait la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Turquie, et aucun compromis n'est concevable lorsque la sécurité nationale est menacée. D'ailleurs, l'opinion publique turque soutient massivement Erdogan.

La Turquie a fait preuve d'une patience inhabituelle à l'égard des Etats-Unis, espérant que ces derniers renonceraient à leurs liens avec l'YPG (milice kurde) une fois la lutte contre ISIS terminée. Ce n'est pas tant Trump que le Pentagone qui est responsable de la rupture de la confiance entre la Turquie et les Etats-Unis. Comme pour la plupart des questions de politique étrangère, Washington avait deux politiques en Syrie – celle de Trump et celle de l'establishment de la sécurité et de la défense des Etats-Unis.

Les Etats-Unis n'ont aucun motif valable au regard du droit international pour justifier une présence militaire permanente en Syrie, et lorsque Trump avait annoncé le retrait de ses troupes, ce dernier aurait dû être appliqué. Mais au lieu de ça, le Pentagone a sapé la décision de Trump, l'a vidée de sa substance avant de l'ignorer complètement.

Erdogan sait que les Etats-Unis vont renâcler mais qu'ils vont finalement s'habituer à la «nouvelle normalité» en Syrie. L'Europe n'aura pas d'alibi non plus, car les Russes ne laisseront jamais ISIS regagner du terrain dans la région. Selon les dernières nouvelles, Trump enverra le vice-président *Mike Pence* en Turquie afin d'obtenir «une entente négociée», aux conséquences encore imprévisibles vis-à-vis de la situation créée par Erdogan. •

Source: *Indian Punchline*, 15/10/2019

(Traduction Horizons et débats)

La fraude de l'intérêt zéro

par Eberhard Hamer, professeur ès sciences économiques, Mittelstandsinstitut Niedersachsen



Eberhard Hamer
(photo mad)

Cela ne s'est plus produit depuis 5000 ans: intérêt zéro sur les prêts publics et bancaires. La science des finances, elle aussi, enseigne toujours et encore que les prêts ne sont disponibles que contre des intérêts. Le taux d'intérêt normal (anciennement entre 4 et 6%) était le prix de

la perte d'inflation pendant la période de crédit, de la renonciation au temps pour investir l'argent et du risque de non remboursement par le débiteur. Ces risques existent encore de nos jours pour chaque prêt. Alors pourquoi cet intérêt zéro?

Si un système de contrôle des prix ne fonctionne plus dans une économie de marché, cela indique toujours des interventions publiques sur le marché. Si le système de contrôle des prix est entièrement éliminé par l'intérêt zéro dans le marché financier, cela montre un degré d'intervention sans précédent sur ce marché, c'est-à-dire qu'une économie administrative a remplacé l'économie de marché.

Cependant, dans le cas actuel, le marché n'est pas géré de manière centralisée par des interventions étatiques, mais par des monopoles privés.

L'empire du dollar du syndicat financier anglo-saxon

Un syndicat financier mondial composé d'une poignée de familles possède la FED, la plus

grande «planche à billets au monde». Avec l'aide de la FED, elles peuvent multiplier l'argent à volonté et en même temps le réduire à volonté à l'aide de la *Banque d'Angleterre* qui leur appartient également ou à l'aide des banques centrales du monde dépendantes de la FED afin de l'utiliser à leurs fins.

Ainsi, le syndicat financier anglo-saxon a construit un empire du dollar en imposant à 196 pays davantage de crédits en dollars que ce que ces pays peuvent financer, de sorte qu'ils sont maintenant, comme jadis, une colonie romaine en esclavage d'intérêts et en statut colonial.¹ Non seulement le cartel des banques centrales dirigé par la FED a triplé la dette mondiale – de 80 000 milliards à 250 000 milliards de dollars – mais le cartel des banques centrales lui-même, dans ses tentatives infructueuses de sauver le système financier, a déjà augmenté ses prêts de 170 000 milliards de dollars au cours de ce siècle. Cela correspond donc à des emprunts et des prêts effrénés d'argent frais à un rythme sans précédent au cours des dernières décennies et en accélération croissante.

Conséquences fatales de l'augmentation illimitée d'argent

L'augmentation illimitée d'argent a généralement pour conséquence que l'abondance d'argent est contrebalancée par la raréfaction de biens, correspondant à une inflation. L'inflation, à son tour, signifierait que la dévaluation profiterait aux débiteurs au détriment des créanciers. Pour éviter cela, le cartel des banques centrales a dû empêcher l'inflation.

Ce résultat a été obtenu suite au fait que l'afflux croissant d'argent est resté lié à la

dette publique et au système bancaire lui-même, sans accès à l'économie réelle qui ferait monter les prix.

La plus grande bulle monétaire de dettes et de crédits jamais créée artificiellement a déjà eu un impact sur le secteur privé et les ménages privés:

- Une fuite rampante vers les valeurs matérielles a déjà commencé, vers les actions, l'immobilier et l'or avec des effets de prix correspondants (formation de bulles).
- Dans l'économie réelle, le processus normal de régénération n'a plus eu lieu, les entreprises surendettées ou non rentables ne se retirent plus du marché. Là aussi il y a un retard d'assainissement.
- Comme les Etats ont pu emprunter de l'argent en abondance et à bon marché, ils ont vécu au-dessus de leurs moyens et ont ainsi créé des revendications politiques qu'ils ne peuvent plus retirer sans protestations.
- Dans la zone euro également, les Etats débiteurs ont obtenu de plus en plus de notes de crédit dans le domaine de la circulation des marchandises, ils n'étaient plus forcés à payer à temps, mais pouvaient parquer les déficits de la balance des paiements de manière bilatérale ou dans le système européen *Target*. Cela a mené une partie des pays dans un endettement de plus en plus élevé, tandis qu'une minorité de pays possèdent des avoirs de plus en plus élevés. Etant donné que la plupart des pays débiteurs ne peuvent plus se libérer de leur orgie de la dette, ils doivent continuer à s'endetter auprès des banques centrales et des pays créanciers.

Actions de «sauvetage» avec de plus en plus de dettes

- Si un pays ne peut plus payer ses dettes, il doit être «sauvé» par la banque centrale et les pays solides (la Grèce a été sauvée trois fois, ce qui a porté sa dette de 80 à 350 milliards d'euros). Il n'est donc pas acceptable qu'un pays déclare une faillite nationale, car cela risquerait fortement de faire éclater toute la bulle financière artificielle.
- Il en va de même pour les banques internationales, qui sont remplies d'investissements spéculatifs. La *Deutsche Bank*, par exemple, dispose de produits dérivés d'une valeur de 45 000 milliards d'euros, soit treize fois la valeur ajoutée annuelle allemande (PIB). La plupart des autres grandes banques en France, en Italie, en Espagne, etc. sont également surendettées. Même la BCE est surendettée. Son capital et ses réserves s'élèvent à 150 milliards d'euros, mais son bilan total s'élève à 4700 milliards d'euros. Les fonds propres de cette banque ne représentent donc que 2% du total de son bilan. Même une perte de 2% suffit pour mener la BCE à la faillite. Cependant, les pertes se situeront probablement entre 50 et 100%. La chute de la BCE est donc certaine.
- Déjà 1% d'augmentation des taux d'intérêt conduirait la Grèce, l'Italie, la France, l'Espagne dans l'insolvabilité. Ils sont «au bout avec les intérêts». C'est pourquoi le taux d'intérêt ne doit pas augmenter. L'effondrement de l'un des pays débiteurs créerait un trou dans la bulle monétaire et la ferait éclater.

Suite page 4

Mémorandum sur la politique monétaire de la BCE

En tant qu'anciens banquiers centraux et citoyens européens, nous sommes de plus en plus préoccupés par la crise actuelle de la BCE. La BCE a mené une politique extrêmement accommodante pendant des années de croissance économique et de stabilité des prix. Bien que le récent ralentissement de l'activité économique soit considéré comme temporaire par la BCE elle-même, ce ralentissement de l'activité économique, conjugué aux risques liés au Brexit et à la guerre commerciale, a incité la BCE à reprendre ses achats nets d'investissements et à réduire encore le taux de dépôt déjà négatif. En outre, la BCE s'est engagée depuis longtemps à poursuivre sur cette voie extrêmement expansionniste.

Nos préoccupations portent en particulier sur les aspects suivants de la politique monétaire.

- En octobre 1998, le Conseil de la BCE a annoncé qu'il définissait la stabilité des prix comme une augmentation annuelle moyenne des niveaux des prix dans la zone euro inférieure à 2%. Le Conseil n'a pas du tout modifié cette définition lors de l'évaluation de sa stratégie de politique monétaire en 2003. Ces dernières années, la BCE a modifié de facto la définition initiale de la stabilité des prix en considérant, par exemple, un taux d'inflation de 1,5% comme inacceptable. Pendant des années, la BCE n'a pas atteint l'objectif qu'elle s'était fixé, à savoir porter l'inflation dans la zone euro à un niveau inférieur à, mais proche de 2%, ce que la BCE considère comme un «objectif ponctuel». En 2014, la BCE a justifié sa politique extrêmement laxiste notamment par le risque de déflation. Cependant, il n'y a jamais eu de risque de spirale déflationniste et, pendant un certain temps, la BCE elle-même estimait toujours cette menace comme moindre. Cela affaiblit sa logique de viser un taux d'inflation plus élevé. La politique monétaire de la BCE repose donc sur un diagnostic erroné. L'argument fréquemment avancé selon lequel la BCE violerait son mandat en pratiquant des taux d'inflation faibles est tout simplement inexact. Ce mandat est inscrit dans le *Traité de Maastricht*, et selon ce *Traité* l'objectif premier de la BCE est de maintenir la stabilité des prix.
- Les considérations actuelles concernant la définition du seuil de 2% en tant que cible d'inflation symétrique s'écartent nettement d'une politique axée sur la stabilité des prix. Cela s'applique en particulier si l'on entend par «symétrie» le fait

qu'après des années d'une inflation en-dessous de la barre des 2%, une période similaire devrait être passée au cours de laquelle le dépassement du taux d'inflation de 2% devrait être autorisé. D'ailleurs, après des années de «politique d'inflation» infructueuse, comment la BCE entend-elle convaincre le public et les marchés qu'elle parviendra à arrêter l'inflation à un certain niveau au bon moment?

- Il existe un large consensus sur le fait qu'après des années d'assouplissement quantitatif, de nouveaux achats de titres par la BCE n'auront guère d'impact positif sur la croissance. Il est donc difficile de comprendre la logique monétaire d'une reprise des achats d'actifs nets. D'autre part, le soupçon que cette mesure est motivée par l'intention de protéger les gouvernements surendettés contre une hausse des taux d'intérêt est de plus en plus fondé. D'un point de vue économique, la BCE est déjà entrée dans le domaine du financement monétaire des dépenses publiques, ce qui est strictement interdit par le *Traité*.
- Les effets secondaires indésirables des taux d'intérêt très bas ou négatifs des banques centrales sont depuis longtemps un problème. Ces effets dominent aujourd'hui, comme le souligne la théorie du taux d'intérêt inversé: les effets avisés de l'environnement de taux d'intérêt extrêmement bas s'inversent et deviennent contractionnaires.¹ Les effets indésirables vont du système bancaire à l'ensemble du secteur financier, en passant par les assurances et les fonds de pension. Les effets redistributifs en faveur des propriétaires de valeurs réelles entraînent des tensions sociales considé-

rables. Les jeunes générations sont privées de la possibilité de subvenir à leurs besoins de vieillesse grâce à des placements sûrs et productifs d'intérêts. La recherche de rendements pousse artificiellement les prix des actifs à un niveau risquant en fin de compte d'entraîner une correction brutale des marchés, voire une crise profonde.

- Des prêts importants à des taux d'intérêt extrêmement bas maintiennent l'argent liquide des banques faibles et – indirectement par le biais des prêts – les entreprises faibles, c'est-à-dire qu'elles restent à flot. Cet objectif est atteint en particulier grâce à des opérations ciblées de refinancement à plus long terme (des TLTRO),² qui ont sensiblement augmenté en 2018. Parmi les importantes conséquences indésirables de taux d'intérêt très bas ou négatifs, on peut citer une «zombification» de l'économie qui, selon les études de l'OCDE et de la BRI, a déjà atteint un niveau considérable dans certains pays et contribue à une croissance plus faible de la productivité.
- Avec l'extension et le renforcement de ses *Orientations prospectives* (Forward Guidance), donc de son pronostic pour le futur³, la BCE s'engage fermement en faveur d'une politique monétaire extrêmement souple pour l'avenir et entrave donc considérablement la sortie de cette politique.

Il y a dix ans, la politique monétaire de la BCE a largement contribué à surmonter la grave récession et dans la suite à consolider la croissance. Toutefois, plus longtemps la BCE maintient son cap extrêmement expansif, plus les effets indésirables l'emportent. Les taux d'intérêt ont perdu leur fonction de pilotage et les risques pour la stabilité finan-

cière ont augmenté. Plus la politique de taux d'intérêt extrêmement bas ou négatifs se prolonge et plus les marchés sont inondés de liquidités, plus le potentiel d'un recul est grand. Si une crise grave devait éclater, elle aurait des dimensions très différentes de celles que nous avons connues jusqu'à présent. Comme les autres banques centrales, la BCE est menacée par la fin de son contrôle sur la création monétaire. Ces évolutions constituent un risque élevé pour l'indépendance des banques centrales – de jure ou de facto.

Signé par:

- *Hervé Hannoun*, ancien premier sous-gouverneur de la Banque de France
 - *Otmar Issing*, ancien membre du Directoire de la BCE
 - *Klaus Liebscher*, ancien gouverneur de la Banque nationale autrichienne
 - *Helmut Schlesinger*, ancien président de la Deutsche Bundesbank
 - *Jürgen Stark*, ancien membre du Directoire de la BCE
 - *Nout Wellink*, ancien gouverneur de la Banque centrale néerlandaise.
- Jacques de Larosière*, ancien gouverneur de la Banque de France, a partagé ce verdict.

Source: Bloomberg News du 4/10/19
(Traduction Horizons et débats)

Remarques des traducteurs:

¹ La *politique monétaire contractive* comprend toutes les mesures qui, contrairement à l'assouplissement quantitatif, réduisent la quantité de monnaie en circulation. Cela signifie que les banques peuvent accorder moins de prêts, les taux d'intérêt augmentent, la demande de prêts diminue, ce qui entraîne également une baisse des investissements et de la production. De cette manière, l'inflation doit être contenue. L'apparition de goulets d'étranglement des liquidités, qui pourraient déstabiliser le secteur bancaire, est considérée comme un danger.

² La BCE définit les TLTRO comme suit: Les *opérations de refinancement à plus long terme ciblées* (Targeted Longer-Term Refinancing Operations – TLTRO) sont des opérations du système de l'euro fournissant des financements aux établissements de crédit. En offrant aux banques un financement à long terme à des conditions attractives, elles obtiennent des conditions de prêt favorables et encouragent les banques à prêter à l'économie réelle. (www.ecb.europa.eu/mopo/implementation/tltro/html/index.en.html)

³ Orientations prospectives (Forward Guidance) de la BCE: communication claire de la BCE sur ses intentions futures en matière de politique monétaire (cf. www.ecb.europa.eu/explainers/tell-me/html/what-is-forward_guidance.de.html)

Désaccord au sein du Conseil des gouverneurs de la BCE

mw. Le Conseil des gouverneurs est l'organe de décision suprême de la Banque centrale européenne. Il est composé des six membres du Directoire et des gouverneurs des banques centrales nationales des 19 Etats membres de la zone euro. A la mi-septembre, cet organe a de nouveau décidé de poursuivre la politique monétaire d'assouplissement quantitatif, de taux d'intérêt négatifs et de la publication des intentions de la BCE jusque loin à l'avenir. Plusieurs membres du Conseil n'étaient pas d'accord avec la poursuite de cette politique monétaire, dont l'efficacité n'avait pas été

démontrée, mais dont les effets secondaires indésirables (inconvenients pour les épargnants, en particulier les fonds de pension) étaient considérables. Ce n'est rien de nouveau en soi. Ce qui est toutefois inhabituel, c'est que les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, des Pays-Bas et de la France ont rendu publiques leurs opinions dissidentes. Les membres actuels du Conseil des gouverneurs étant tenus au secret professionnel, six anciens membres du Conseil originaires des pays concernés ont rédigé le mémorandum reproduit ici.

Source: Finanz und Wirtschaft, 19/10/19

Un autre regard sur les Balkans

«Im Brand der Welten. Ivo Andric – ein europäisches Leben»



rt. Lors des guerres en ex-Yougoslavie (1991–1999), l'œuvre d'Ivo Andric, lauréat du prix Nobel de littérature, décédé en 1975, a refait l'objet d'un vif intérêt auprès du public. Beaucoup de gens espéraient que sa littérature les aiderait à mieux comprendre l'histoire et la mentalité des populations de l'ancienne Yougoslavie. Puis, l'œuvre d'Andric est retombée dans l'oubli. Récentement, Michael Martens, ancien correspondant pour les Balkans de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung», a publié une biographie détaillée et bien documentée d'Ivo Andric, qui, dans un effort d'objectivité et d'équilibre, donne un aperçu approfondi de la vie et de l'œuvre de cet écrivain et diplomate. Martens jette un regard profond sur le contexte historique allant de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1970, notamment dans la région de l'ancienne Yougoslavie.

Les origines d'Ivo Andric (1892–1975) à Sarajevo – d'abord sous la domination ottomane, puis au sein de la Monarchie impériale et royale des Habsbourg –, son développement en tant qu'écrivain renommé dans le Royaume de Yougoslavie de l'entre-deux-guerres et enfin sa popularité en Yougoslavie socialiste sous Tito forment une base très diversifiée. Comment Ivo Andric put-il continuer sa carrière littéraire sous Tito, malgré le fait d'avoir été comme jeune homme étroitement lié à Gavrilo Princip – l'assassin du prince-héritier Franz Ferdinand qui déclencha avec ses coups de feu la Première Guerre mondiale – et qui, plus tard, tenta de parvenir à un accord avec le Troisième Reich dans sa fonction de haut diplomate au service du Royaume de Yougoslavie?

Michael Martens ne tire pas de conclusions hâtives. Pas à pas, il retrace la vie de cet écrivain cosmopolite et éloquent. À l'aide de notes de son journal intime, de citations de ses œuvres et de témoignages de ses contemporains, on fait la connaissance d'un homme dont le regard ouvert sur son époque, tentait, dans son environnement personnel, politique et littéraire, de comprendre précisément son environnement et de transposer ses impressions et ses pensées dans ses narrations. Il peaufinait les mots, les phrases, les images, il faisait des recherches approfondies dans les archives, il observait les gens et les constellations humaines. Martens illustre clairement qu'il se voyait avant tout comme écrivain. Dans sa fonction de diplomate dans

divers pays européens, entre autre auprès de la Société des Nations à Genève et finalement à Berlin, dans la capitale du Reich, il dut remplir des missions le conduisant dans les abîmes de la politique. Malgré sa position de haut diplomate de l'ancien royaume – mais alors déjà écrivain de renommée mondiale –, il devint, après la Seconde Guerre mondiale, le fleuron de la nouvelle Yougoslavie socialiste.

Andric resta fidèle à l'idée de la «Yougoslavie». Un Etat des Slaves du Sud en tant qu'Union étatique pour représenter les intérêts communs à l'extérieur et pour ne pas rester le terrain de jeux des grandes puissances. Très tôt déjà, il expliqua: «Le sens de notre Union nationale en un grand et puissant Etat-nation moderne est entre autres que nos forces vives restent dans le pays, se développent et contribuent à la culture générale sous notre nom et qu'elles ne le fassent pas depuis des centres étrangers.» (Martens, p. 57) Dans le roman intitulé «Le Pont sur la Drina», le personnage de Toma Galus explique: «Galus a ensuite décrit les avantages et les beautés de ce nouvel Etat-nation, qui rassemblera tous les Slaves du Sud de la Serbie et du Piémont sur la base d'une égalité totale des tribus, de la tolérance religieuse et de l'égalité civique.» (p. 115) Martens décrit comment cette idée était vouée à l'échec dès le début par l'établissement d'une monarchie sous primauté serbe au lieu d'une confédération d'Etats, comme on en parlait à l'époque (p. 105s.). Une question intéressante serait d'apprendre qui put s'imposer à l'époque au niveau politique et de quelle manière.

Les gouvernements de la Yougoslavie sous la monarchie serbe des Karadjordjevic (1918–1941) provoquèrent un mécontentement permanent parmi les Croates, les Slovènes et les musulmans. – Voilà un terrain presque idéal pour des troubles et des influences politiques de l'intérieur et de l'extérieur.

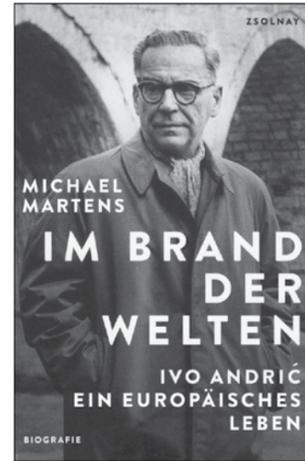
Au plus tard en 1938, la situation devint extrêmement compliquée après l'annexion de l'Autriche et l'occupation de la République tchèque par l'Allemagne hitlérienne. La Yougoslavie devint voisine du Reich allemand: d'une part, elle était soumise aux pressions d'Hitler et de Mussolini pour adhérer aux puissances de l'Axe – la Yougoslavie possédait des matières premières importantes pour les armées mais voulait survivre en tant qu'Etat indépendant –, d'autre part, elle était confrontée à la promesse de la Grande-Bretagne de soutenir le royaume contre les puis-

sances de l'Axe. En outre, il y avait de graves tensions en politique intérieure.

Suite à une manœuvre politique, le pouvoir gouvernemental de Belgrade fut placé en février 1939 directement sous l'influence du prince-héritier Paul qui était orienté vers l'Angleterre. La situation de la politique étrangère exigeait toutefois un arrangement avec les puissances de l'Axe, car la Grande-Bretagne elle-même était trop faible pour concrètement soutenir militairement la Yougoslavie. Un traité prêt à être signé fut négocié avec Berlin. Ivo Andric, premier ambassadeur à Berlin, y joua un rôle-clé. Le traité accordait à la Yougoslavie une certaine autonomie dans le cadre de diverses concessions. Mais un coup d'Etat inattendu effectué par des officiers serbes le 26 mars 1941 – avec l'appui britannique – amena Hitler à considérer le traité comme nul et non avenue et à occuper le pays de force. Cela plongea le pays dans de longues et terribles années de guerres d'occupation, civile et de guérilla. – Cette situation avait-elle été créée suite à des calculs géostratégiques pour lier militairement les armées hitlériennes en Yougoslavie et en Grèce?

Pendant l'occupation germano-italienne-hongro-bulgare, on vit notamment les Tchétchiks serbes, les Oustachis croates, les puissances occupantes et les partisans communistes ainsi que les pelotons d'exécution allemands s'affronter dans le pays. Des récits comme ceux de Manès Sperber («Comme une larme dans l'océan») ou des récits de témoins oculaires décrivent la souffrance humaine qui, dans les années 1990, se poursuivit cruellement – là aussi renforcée, voire initiée de l'extérieur. Fin 1944, après la victoire des partisans de Tito avec l'armée rouge, plusieurs centaines de milliers de personnes furent victimes d'une grande «épuration». Ce n'est qu'aujourd'hui, longtemps après la fin de la Yougoslavie, que cette période sombre des années 1940 est traitée peu à peu.

En 1961, Ivo Andric obtint le prix Nobel de littérature à Stockholm. Ce prix fut décerné à un moment où les Etats non alignés sous Tito, Suharto, Nehru et d'autres commençaient à se former et où la Yougoslavie était à nouveau prise en compte en Occident. C'est alors que d'autres grands narrateurs furent également perçus en dehors des cultures et langues habituelles. Les trois grandes œuvres d'Andric, également connues sous le nom de «Trilogie de Bosnie», intitulées «Le Pont sur la Drina», «Vizirs et Consuls», «La



[Au centre des mondes en feu. Ivo Andric. Une vie européenne.] ISBN 978-3-552-05960-3

Demoiselle» – écrites dans les années 1940 – avaient entre-temps été traduites en plusieurs langues et avaient été appréciées, bien qu'elles ne présentaient pas de style de narration moderne ou d'effets spéciaux. «L'œuvre d'Andric n'a pourtant pas vieilli. Son style semble intemporel dans le contexte des dernières décennies.» (p. 460)

Dans sa biographie, Michael Martens parvient à approfondir soigneusement la question de savoir comment le prix Nobel Ivo Andric se positionnait en ces temps turbulents, sans jugement prématuré. Lentement, il fait apparaître la personne d'Ivo Andric derrière l'auteur de renommée mondiale. «Outre de nombreuses autres choses, Andric était aussi opportuniste. Mais cela s'inscrit aisément dans la sécurité d'une ère peu profonde. Si Andric n'avait pas été aussi prudent comme il l'était, nous ne saurions aujourd'hui rien de lui en tant que poète. Une vie européenne au XX^e siècle, comprend aussi la prise de détours et le contournement d'abîmes. Si Andric n'avait pas fait ces détours, certaines des œuvres les plus impressionnantes de la littérature européenne n'auraient peut-être pas été écrites et certainement pas imprimées.» (p. 461) Martens a réussi à relier la vie individuelle d'Andric, son œuvre et l'histoire contemporaine européenne de manière bien lisible. Ce faisant, le lecteur découvre une région de l'Europe qui est, aujourd'hui encore, confrontée à beaucoup d'ignorance.

Martens, Michael. Im Brand der Welten. Ivo Andric. Ein europäisches Leben. Wien/Vienne 2019

«La fraude de l'intérêt zéro»

suite de la page 3

Aucune perspective de remboursement de la dette

– Le remboursement de la dette n'est plus possible non plus sans déclencher l'effondrement des pays susmentionnés et des banques surendettées, ce qui ne signifie rien d'autre que l'Allemagne, en tant que grand créancier de l'UE (2300 milliards de dette totale) et de la tour d'endettement Target de près d'un 1000 milliards d'euros, ne sera plus jamais remboursée. L'Allemagne aurait peut-être pu faire cadeaux de ses crédits à l'exportation. Le résultat est le même.

Coûts pour les citoyens et les PME

– La mesure d'urgence de l'intérêt zéro pour empêcher l'éclatement de la bulle d'endettement a coûté jusqu'en 2018 au seuls épargnants allemands plus de 350 milliards d'euros en pertes d'intérêts (selon la DZ Bank). En 2018, les banques elles-mêmes ont dû verser 7,5 milliards d'euros à la BCE en tant qu'intérêts négatifs (9,1% de leur bénéfice avant impôts).

– Les serviteurs du Syndicat mondial de la finance (Draghi, Lagarde, Macron, Junker, Merz et autres) ont opposé à la prolifération du financement des Etats et des grandes banques une inflation contenue pour l'économie réelle, avec laquelle ils ont, avec la notion de «globalisation», coupé l'herbe sous les pieds aux producteurs nationaux (PME), la classe moyenne et les banques moyennes.

Avec l'aide de la réglementation Bâle III/IV, les prêts aux entreprises et aux sociétés de

capitaux sont liés aux biens matériels existants. Pour les entreprises de taille moyenne, cependant, la personne de l'entrepreneur est la base décisive. L'administration fiscale impose également la personne et non pas le capital physique. Dans les cinq millions de petites et moyennes entreprises (PME) (94% de toutes les entreprises allemandes), ce n'est cependant pas le capital physique, mais l'entrepreneur qui est le cœur, l'initiateur, le moteur de croissance et la sécurité du crédit de son entreprise. Cette personne n'est plus prise en compte ni dans les nouveaux règlements de Bâle, ni dans les banques coopératives de taille moyenne. Dans la pratique, les PME sont donc largement exclues des prêts et l'activité de prêt des petites et moyennes banques a également fortement diminué.

Une attaque contre les petites et moyennes banques

Comme l'Autriche ou le Danemark, l'Allemagne a une toute autre structure bancaire que les autres pays dominés par le syndicat financier. La Grande-Bretagne, par exemple, n'a que cinq grandes banques appartenant toutes au syndicat et s'occupant de 70% de l'activité bancaire totale. Ces banques sont cependant des banques spéculatives. Elles ne vivent pas des opérations de crédit, mais de la spéculation sur les investissements et sur les crédits. En Allemagne, en revanche, les petites et moyennes banques sont à la fois des points de collecte de capitaux et les principaux donneurs de crédits de leur clientèle. Elles vivent de la différence des taux d'intérêt entre les dépôts et les prêts. Avec l'abolition de l'intérêt, leur activité principale dont ils vivent est asséchée. Non seulement ils ne sont plus autorisés à servir les PME comme auparavant,

mais ils ne sont plus en mesure de le faire, parce qu'avec un intérêt zéro, ils ne peuvent plus faire leurs solides affaires avec les opérations sur les différences d'intérêt.

L'intérêt zéro montre donc que l'ensemble du système de la monnaie euro et du système financier mondial est non seulement pourri, mais aussi préjudiciable pour les structures saines des petites et moyennes entreprises et des peuples, et qu'il touche visiblement à sa fin.

Avec Lagarde à la place de Draghi, nous tombons de Charybde en Scylla

Nous espérons que Weidmann, le solide président de la Bundesbank, suivrait le douteux Draghi et mettrait fin à sa politique fiscale irresponsable. A temps, le syndicat financier a opposé son veto et présenté sa servante Lagarde empêtrée dans des charges de corruption. Cette dernière a déjà annoncé qu'elle continuera à acheter des obligations d'Etat à l'encontre du droit et des statuts et qu'elle pensait même à des pénalités pour les crédits aux particuliers. On prévoit donc d'aggraver la situation en matière de politique financière, pour gagner du temps et permettre à l'empire financier de prolonger un peu sa domination du monde.

Correction forcée par les forces du marché?

Si les interventions contraires à l'économie de marché, telles que les violations de contrats et du droit, l'abus du système monétaire à des fins de pouvoir, les transferts de crédits et l'endettement incontrôlés ainsi que l'abus de pouvoir de la BCE, ne peuvent être terminés par la raison politique, une correction forcée sera, en fin de compte, imposée par les forces

du marché. L'économie de marché nous dit qu'il n'est pas possible de maintenir un simulacre d'épanouissement débridé comme au cours des années passées, que les dettes des banques, des pays et des entreprises ne peuvent augmenter indéfiniment et que même un taux d'intérêt zéro (élimination du système des prix) dans le système financier ne peut pas fonctionner à long terme. Le truisme de la science des finances a toujours été qu'à un moment donné arrive le jour du paiement et ceux ne pouvant pas payer deviennent les perdants et vont sombrer.

Les risques sont si élevés – les Etats-Unis ont 22000 milliards de dollars de dettes, l'UE 2300 milliards d'euros de dettes, et la plupart des grandes banques en ont des dizaines de fois leurs fonds propres – que le ralentissement débutant actuellement pourrait causer la disparition massive d'entreprises, de banques et d'Etats, si la récession débutée entraîne un crash de plus de 5% de notre économie.² L'effondrement d'entreprises, de banques ou d'Etats va aussi faire éclater la bulle financière, transformer l'abondance d'argent en pénurie et imposer à nouveau des taux d'intérêt normaux sur le marché au lieu d'un intérêt zéro.

Il est réellement dommage que cette correction et réorganisation nécessaire n'aient pas eu lieu plus tôt, suite à la raison politique, avec des dommages indirects mineurs, mais qu'elles doivent maintenant être imposées involontairement par les forces du marché avec un maximum de dommages.

(Traduction Horizons et débats)

¹ cf. Perkins, John. Les confessions d'un assassin financier. Révélation sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis. aTerre 2005.

² cf. Hamer, E. Der grosse Crash-Ratgeber. 2017

Sauvons les abeilles et la démocratie!

L'initiative populaire allemande «Protection des espèces – Sauvons les abeilles» échauffe les esprits au Bade-Wurtemberg

par Matthias Burchardt, Allemande



Matthias Burchardt
(photo mad)

hd. Ces dernières semaines une récolte de signatures a eu lieu dans le Bade-Wurtemberg en faveur de l'initiative populaire «Protection des espèces – Sauvons les abeilles». Plusieurs organisations agricoles ont réagi de manière constructive et critique. D'après les per-

sonnes concernées et les experts, le contenu de cette initiative populaire est discutable (cf. encadré ci-dessous). C'est pourquoi depuis le 18 octobre, il y a eu une autre récolte de signatures également dans le Bade-Wurtemberg demandant une proposition populaire (cf. article en page 6). Dans le Bade-Wurtemberg, une proposition populaire (= projet de loi) n'a pas la même signification qu'une initiative populaire (= doit être soumise au vote).

La récolte de signatures actuellement en cours pour la «proposition populaire» doit offrir une véritable solution alternative, également concernant le contenu, à la «proposition alternative» du gouvernement Verts-CDU.

Le texte de Matthias Burchardt, philosophe et pédagogue enseignant à l'Université de Cologne, aborde la question de l'initiative populaire d'origine et en fait l'analyse. Il reconnaît en particulier les possibilités offertes par la démocratie directe en tant qu'espace éducatif.

Dans le Bade-Wurtemberg, l'initiative populaire «Protection des espèces – Sauvons les abeilles» démontre que les initiatives sont d'excellents instruments de démocratie

directe en matière d'éducation. Là, au lieu de signer tout bêtement comme on posterait des likes sur Facebook, il vaut la peine de vérifier les arguments et les programmes proposés. En outre, cette initiative permet de réunir pour des échanges les différents acteurs de l'agriculture, de la protection de l'environnement et de la critique de la globalisation. Là aussi, il est important de ne pas se laisser diviser.

Mon père et mon grand-père étaient apiculteurs. Dès mon plus jeune âge, j'ai appris à connaître le dur labeur des abeilles et les efforts incroyables qu'elles déploient pour transporter la multitude de gouttes de nectar depuis le calice des fleurs jusqu'à la ruche bourdonnante. Et lorsqu'en automne les pommiers portaient une belle récolte, je savais qu'il fallait remercier les abeilles qui avaient pollinisé les fleurs au printemps.

Par contre je trouvais bizarre que mon grand-père revienne toujours sur la comparaison de la société des abeilles avec la représentation de l'Etat et je lui ai constamment répliqué: «Mais nous n'avons pas de reine!» Le concept de démocratie m'était alors encore inconnu. Aussi harmonieuse et alvéolaire qu'elle soit, la communauté des abeilles n'est pas un modèle pour notre Etat.

Nous, les humains, nous sommes des êtres politiques et des êtres libres, nous nous donnons une Constitution, des lois et des gouvernements, nous discutons publiquement de questions concernant la société. En démocratie, le peuple est réputé souverain. Toutefois, cette forme d'Etat est essentielle et fragile. Un Etat démocratique ne peut prospérer que si les citoyens possèdent le sens commun, les vertus démocratiques et la capacité de discernement politique. Ces critères sont garantis et défendus par un bon système éducatif. Des

citoyens sans formation sont une proie facile pour la propagande et l'idéologie.

On pourrait expliquer l'actuelle situation de la république de Mme Merkel par l'état déplorable dans lequel se trouvent nos écoles et nos universités. En raison des réformes néolibérales du système PISA et de Bologne, qui leur ont été soufflées par certaines fondations et par l'OCDE, elles ne sont plus en mesure de remplir leur mandat constitutionnel. L'auteure Sibylle Berg, dans son lugubre et cynique roman «GRM-Brainfuck», affirme que l'entourloupe des «élites» au détriment des pauvres consiste à faire cadeau de la démocratie directe à une communauté dysfonctionnelle, car il est beaucoup plus facile de contrôler des masses incultes que leurs «représentants» parfois frondeurs.

Je ne partage pas ces sinistres opinions, et voudrais bien au contraire plaider pour que les votes populaires soient des instruments de la démocratie directe, comme c'est actuellement le cas pour l'initiative populaire «Protection des espèces – Sauvons les abeilles» dans le Bade-Wurtemberg.

En tant que fils d'apiculteur, j'ai tout de suite adoré cette démarche. Mais j'ai eu aussi quelques doutes: de ma propre expérience, j'ai appris douloureusement comment les nobles objectifs politiques dissimulent souvent ce qui est écrit en petits caractères, comment les moyens choisis n'amènent pas au but prétendu, comment les programmes des acteurs politiques ont des effets secondaires prévisibles ou suivent souvent un agenda caché (exemples: missions de paix, lois antiterroristes, réformes éducatives ou de santé).

C'est pourquoi, en ce qui concerne cette initiative populaire, cela vaut la peine non seulement de ne pas la signer comme si l'on distribuait des «likes» sur Facebook, mais

d'examiner en détail les arguments et les programmes. Heureusement la procédure ne se fait pas en ligne, et on peut donc aller au fond des choses en dialoguant avec d'autres personnes.

Pourquoi ne pas soutenir cette initiative populaire? Pourquoi l'Association des apiculteurs¹ et l'Association des agriculteurs biologiques Bioland² s'y opposent-elles? Il va de soi que ces acteurs associatifs ne veulent ni condamner à mort les abeilles, ni même s'opposer à la biodiversité. Tout au contraire, ils craignent que la proposition pleine de bonnes intentions ne soit, en raison d'un travail bâclé et de réglementations rigides et mal conçues, très loin d'aider les abeilles ou l'agriculture traditionnelle ou biologique.

A cet égard, le monitoring des abeilles sauvages du NABU³ montre à quel point la coopération entre protection de la nature et agriculture traditionnelle au bord du lac de Constance peut déjà fonctionner. Dans une lettre ouverte désespérée, l'arboricultrice Antonia Kitt décrit sa situation:

«Nous, les producteurs de fruits de la région du lac de Constance, pouvons dire avec raison que nous avons d'ores et déjà sauvé les abeilles (sauvages) dans nos vergers! Et bien sûr que nous sommes, nous autres agriculteurs, responsables de la protection de la nature et des espèces! Mais au lieu de continuer à soutenir les agriculteurs dans leur travail en faveur de la nature et des créatures vivantes et de proposer d'autres mesures positives d'encouragement, le projet de loi introduit des interdictions, des restrictions et des contraintes d'économie planifiée qui menacent l'existence de nombreuses exploitations agricoles.

Suite page 6

Regard critique sur l'initiative populaire allemande «Protection des espèces – Sauvons les abeilles»

par Tankred Schaer, scientifique de l'horticulture

Conformément à la Constitution du Bade-Wurtemberg, l'initiative propose un projet de loi pouvant être adopté par le Parlement du Land, ou devant être soumis au vote du peuple si 10% des électeurs, soit 770 000 citoyens du Bade-Wurtemberg, soutiennent le texte avec leur signature. Les auteurs ont six mois pour recueillir ces signatures.

Après que le gouvernement du Land eut présenté le 15 octobre un «document de base» comme alternative au projet de loi prévu (<https://volksbegehren-artenschutz.de/wp-content/uploads/2019/10/Gemeinsames-Eckpunktepapier-des-MLR-und-des-UM-f%C3%BCr-Insektenschutz-und-mehr-Artenvielfalt.pdf>), le groupe ayant lancé l'initiative populaire «Protection des espèces» a annoncé qu'il ne voulait plus recueillir de signatures jusqu'à la mi-décembre. Visiblement, les clarifications apportées à la population sur les conséquences du projet de modification de la loi ont été si efficaces que les initiateurs préfèrent maintenant se joindre à la «proposition alternative» du gouvernement.

Le projet de loi initial prévoit que l'Etat intervienne très largement dans la liberté d'action des agriculteurs. L'objectif de préservation et de promotion de la biodiversité devrait alors être atteint principalement par un développement de l'agriculture biologique et une limitation de l'utilisation des produits phytosanitaires.

Même si cette demande semble raisonnable à première vue, il faut se demander si l'application de produits phytosanitaires est vraiment le problème central de la protection des espèces (https://www.uni-hohenheim.de/pressemitteilung?tx_ttnews%5Btt_news%5D=44682&cHash=bb8c4baafce57b4ecb3c57c82f1580a0). Il existe déjà aujourd'hui une multitude de réglementations et de dispositions de protection visant à limiter l'utilisation des produits phytosanitaires au strict nécessaire et à prévenir les effets nocifs sur l'écosystème. Comme le stipule notamment la loi allemande sur la protection des végétaux (Pflanzenschutzgesetz), les produits phytosanitaires sont appliqués uniquement en cas de nécessité absolue. Le projet de loi est aussi inap-

proprié que de demander aux médecins de réduire de moitié les médicaments qu'ils prescrivent.

La protection des abeilles en particulier est assurée dans une si large mesure qu'il n'y a aucune raison d'envisager d'autres renforcements ou même la nécessité de «sauver les abeilles», comme le propose le projet de loi. Dans la région du lac de Constance, par exemple, les fruiticulteurs s'engagent pour la biodiversité, et depuis de nombreuses années pour la promotion des abeilles sauvages. Le suivi de la population d'abeilles sauvages a montré qu'une augmentation de la diversité des espèces pouvait également être observée dans les vergers exploités de manière intensive gérés de façon traditionnelle. Notons que 25 espèces menacées à l'échelle nationale ou classées comme vulnérables selon la liste préventive ont été découvertes, comme l'*androne barbue*, la *trachuse commune*, l'*anthophore fourchue* ou le *célixo roussi*. Enfin, la présence de l'*androne des crucifères*, très menacée à l'échelle nationale, est à considérer comme une particularité régionale (<https://www.badische-bauern-zeitung.de/wildbienen-obstbauern-schaffen-trendwende>). D'une part, on observe donc le rétablissement des populations d'abeilles sauvages, mais ces dernières années, c'est aussi le nombre des abeilles mellifères qui a augmenté; il n'y a donc pas de dépérissement des abeilles (<https://deutscherimkerbund.de/161-Imker-in-Deutschland-Zahlen-Daten-Fakten>).

Dans une prise de position, l'association des apiculteurs du Land (Landesverband Badischer Imker) a déclaré que les apiculteurs ne soutiennent pas l'initiative sous sa forme actuelle. La popularité de l'abeille, disent-ils, serait utilisée à d'autres fins. Le problème du déclin de la diversité des espèces ne pourrait être résolu avec la mise en œuvre du contenu de ce projet de loi (<https://www.bodenseebiene.de/wp-content/uploads/2019/10/stellungnahme-lv-rettet-die-bienen.pdf>).

Les agriculteurs, les jardiniers et les viticulteurs se plaignent à juste titre que le projet de loi ne tient même pas compte de leur engagement. Ainsi, comme s'il n'existait encore aucune réglementation sur la

protection de la nature dans la production agricole, le projet de loi en question veut réduire de 50% l'utilisation des produits phytosanitaires d'ici 2025. Pourtant, il existe déjà de nombreuses réglementations sur la protection des biotopes, telles que la loi du Land sur la conservation de la nature, la loi relative à l'agriculture et au génie rural, et il existe des réserves de biosphère, des sites Natura 2000 et des zones paysagères protégées dans différentes catégories.

Le projet de loi prévoit qu'aucune protection phytosanitaire ne puisse être effectuée dans ces zones, même si la culture fruitière, la viticulture, l'agriculture ou l'horticulture intensives y sont encore pratiquées aujourd'hui. Cette interdiction ne conduirait pas à une plus grande biodiversité, mais si la réglementation prévue devait entrer en vigueur, de nombreuses exploitations situées dans les zones protégées devraient fermer.

Quand nous cultivons, nous interférons toujours avec la nature. Les agriculteurs cultivent la terre ou élèvent du bétail. Eux et nos ancêtres, car il est certain que nos ancêtres étaient agriculteurs à un moment donné, ont rendu le sol cultivable, c'est-à-dire qu'ils l'ont travaillé jusqu'à ce qu'il puisse servir de substrat pour des plantes utiles. Peu importe que vous cultiviez des céréales, des pommes de terre, des tomates ou du raisin: toutes ces plantes n'ont pas poussé ici d'elles-mêmes, mais ont été semées ou plantées, et il faut en prendre soin. Dans tous les cas, les insectes nuisibles doivent être combattus, les mauvaises herbes enlevées et les maladies fongiques empêchées si vous voulez récolter quelque chose. C'est ma fois impossible sans produits phytosanitaires. L'agriculture biologique est donc également dépendante de produits phytosanitaires.

Ces produits sont définis dans les règlements (CE) n° 834/2007 et (CE) n° 889/2008, modifiés par le règlement d'application (UE) n° 2018/1584. Ils ne contiennent que les substances actives énumérées à l'annexe II du règlement (CE) n° 889/2008, modifié par le règlement d'application (UE) n° 2016/673. Ces substances actives sont par exemple le soufre, l'azadirachtine, l'huile de colza, le phosphate de fer (III), le spinosad, les pyr-

thrines, les sels de potassium d'acides gras, divers micro-organismes, l'hydroxyde de cuivre, etc., une liste totale de 153 pages A4. Ces agents ne sont pas tous d'origine naturelle, et tous ne préservent pas les organismes utiles. Il s'agit de substances actives biochimiques ou inorganiques qui ont pour tâche de protéger les plantes cultivées et de détruire les maladies et les parasites. Généralement, pour obtenir un effet suffisant, ces agents doivent être appliqués assez fréquemment et en assez grandes quantités. Une progression de l'agriculture biologique se traduit donc par une augmentation de la quantité de produits phytosanitaires utilisés.

Pour le reste, ces produits sont soumis aux mêmes réglementations que tous les autres produits: ce sont des produits phytosanitaires qui, s'ils sont utilisés correctement, apportent une contribution indispensable à la production d'aliments sains. Notons que les produits approuvés pour l'agriculture biologique ne peuvent souvent pas être utilisés spécifiquement contre certains organismes nuisibles ou peuvent même s'accumuler dans l'écosystème. C'est pourquoi de nombreux producteurs ont décidé de ne pas adhérer à une association d'agriculture biologique, parce qu'ils ne pourraient alors pas utiliser les meilleurs produits pour leur exploitation, avec le moins d'effets secondaires possibles sur l'écosystème. Les exploitations biologiques sont tout aussi touchées par les restrictions prévues sur l'utilisation des produits phytosanitaires que les autres exploitations.

Une autre exigence du projet de loi est l'extension de l'agriculture biologique à 50% d'ici 2035; dans le Bade-Wurtemberg, 14% de la superficie est actuellement exploitée selon des méthodes biologiques. Dès lors, on peut facilement imaginer qu'une expansion de cette surface sans augmentation correspondante de la demande exercerait une pression énorme sur les prix des aliments biologiques. On peut supposer qu'à ce moment-là, seules quelques exploitations agricoles, surtout les plus grandes, pourront survivre, qu'il faudra importer davantage de denrées alimentaires et s'attendre à la fermeture de nombreuses petites exploitations agricoles allemandes.

Proposition populaire «Ensemble, protégeons notre environnement dans le Bade-Wurtemberg»

hd. Depuis le 18 octobre, des signatures pour une proposition populaire [«Volksantrag»] auprès du Landtag [Parlement du Land] ont été récoltées dans le Bade-Wurtemberg. Les organisateurs de la récolte de signatures sont quatre associations d'agriculture, de viticulture et d'arboriculture (Badischer Landwirtschaftlicher Hauptverband e.V., Landesbauernverband in Baden-Württemberg e.V., Badischer Weinbauverband e.V., Landesverband Erwerbsobstbau Baden-Württemberg e.V.). Les auteurs considèrent leur récolte de signatures comme une alternative critique et constructive à l'initiative populaire [«Volksbegehren»] «Protection des espèces – «Sauvons les abeilles». Sur le site Internet de la proposition populaire, on peut lire: «La proposition populaire formule des suggestions concrètes, pour relier la protection des espèces et l'agriculture au profit de l'environnement et à l'encontre des velléités de division.»

Tout citoyen du Bade-Wurtemberg a le droit de présenter une proposition au Parlement du Land. Cela est réglementé dans la Constitution du Land. Cette requête doit être signée par 0,5% des électeurs du Bade-Wurtemberg, soit environ 40'000 personnes. Une proposition populaire n'est pas une récolte de signatures non contraignante, mais un instrument juridiquement réglementé pour davantage de participation citoyenne. Après le dépôt offi-

ciel de la proposition, une commission parlementaire doit examiner la question. Il est possible de modifier certains détails de la requête. Sur la page Internet de la proposition, on peut lire: «De cette manière, il est possible de créer un large consensus social, dont l'objectif est de trouver des alternatives viables pour la protection des espèces.»

La proposition populaire, pour laquelle la récolte des signatures est actuellement en marche, est libellée comme suit (l'exposé des motifs peut être consulté sur www.volksantrag-gemeinsam.de/volksantrag/):

«Le Landtag est appelé à décider:

- 1) Le Landtag s'engage à maintenir l'agriculture paysanne dans tout le Land. Le gouvernement est appelé à développer davantage les programmes de soutien existants de manière à ce que tous les types d'exploitations agricoles puissent encore mieux apporter leurs contributions à la biodiversité. Pour ce faire, il faut développer la coopération notamment dans le domaine de la protection de la nature et des espèces et créer des incitations capables de promouvoir la diversité des espèces et à offrir une perspective durable aux exploitations familiales.
- 2) Le gouvernement est appelé à trouver des solutions pour contrer le déclin de la diversité des espèces. Outre l'agriculture, tous

les autres acteurs doivent également contribuer à la protection de la biodiversité. A cette fin, le gouvernement doit développer et offrir des mesures et des incitations appropriées aux acteurs économiques et à la société civile.

- 3) Le gouvernement est appelé – en lieu et place d'une interdiction élargie de l'utilisation de produits phytosanitaires – à mettre en œuvre une stratégie de réduction techniquement solide et efficace de ces produits afin de permettre ainsi à l'avenir la production de denrées alimentaires régionales et la préservation de terres arables également dans les zones protégées et les zones Natura 2000.
- 4) Le gouvernement est appelé à promouvoir, dans les institutions spécialisées du Land, la recherche approfondie sur les causes de la disparition d'espèces et sur les mesures de protection appropriées et d'en évaluer les résultats de manière centralisée. En outre, des programmes de recherche et de financement pour la protection alternative et intégrée des plantes doivent être mis en place afin de permettre l'utilisation des technologies modernes, aussi dans les petites structures agricoles.
- 5) Le gouvernement est appelé à s'abstenir d'introduire une protection formelle des biotopes dans les prés-vergers et à améliorer la promotion des soins et de leur

conservation conformément à la devise «Protection par l'utilisation».

- 6) Le gouvernement est appelé à prendre des mesures pour réduire progressivement la moyenne quotidienne de la consommation de terres dans le Land afin d'atteindre les objectifs fixés dans la stratégie de la durabilité.
- 7) Le gouvernement est appelé à prendre des mesures pour promouvoir et développer davantage, selon la demande, le secteur biologique.
- 8) Le gouvernement est appelé à prendre des mesures pour transmettre l'importance de la nutrition régionale et de la biodiversité dans le système de l'enseignement.
- 9) Le gouvernement est appelé à mettre sur pied un Conseil pour la préservation de l'agriculture et de la biodiversité, qui regroupera et fera progresser les divers intérêts de la protection de l'environnement, de l'utilisation des terres, de l'économie et du commerce ainsi que les résultats de la recherche scientifique.
- 10) Le gouvernement est appelé à veiller à ce que le commerce s'acquie également de sa responsabilité particulière en matière de protection des espèces et de l'agriculture régionale durable.»

Pour de plus amples informations: www.volksantrag-gemeinsam.de

(Traduction Horizons et débats)

«Sauvons les abeilles et la démocratie!» suite de la page 5

L'adoption du projet de loi va obliger encore plus d'exploitations agricoles à abandonner parce qu'elles ne seront plus en mesure de produire de manière économique avec des exigences aussi radicales, et cela vaut aussi bien pour les exploitations biologiques que pour la production intégrée et conventionnelle. Ces conséquences ne sont malheureusement pas connues d'une grande partie des partisans de «Sauvons les abeilles.»⁴

Pour beaucoup d'habitants des villes, l'agriculture est une énigme, un territoire inconnu. Le paysan apparaît comme un personnage de blagues douteuses («Le bonheur dans le pré») ou littéralement comme un petit veinard («Plus le paysan est bête, plus il récolte de grosses patates»). Lors d'une sortie à la ferme-modèle ou dans un parc animalier lors d'un anniversaire d'enfants, on l'idéalise en tant que «soigneur» d'animaux et de végétaux et s'il ne correspond pas à ce cliché, il se retrouve l'objet de la suspicion générale en tant que tortionnaire d'animaux ou de pollueur de l'environnement.

On trouve des moutons noirs et de bons pasteurs dans toutes les professions, même dans le journalisme. Nous oublions simplement que nous pourrions très bien nous passer de la «presse de qualité» (quelle idée alléchante!) mais que nous ne pourrions pas vivre sans l'agriculture à laquelle nous sommes redevables de notre pain quotidien. Nous devons donc reconnaître que le néolibéralisme a eu des effets dévastateurs dans ce contexte aussi.

Beaucoup d'agriculteurs y laissent leur existence ou capitulent,⁵ parce qu'ils se retrouvent coincés entre des exigences idéologiques inappropriées, le monopole des multinationales agroalimentaires et l'énorme pression des marchés régis par les conditions du libre-échange globalisé. Les conséquences concernent les cultures spécialisées (fruits, vin, houblon, légumes, etc.), l'agriculture et l'élevage: les petites exploitations doivent abandonner et la production est soit transférée à de grosses exploitations industrielles, soit elle est directement délocalisée à l'étranger, où il y a moins ou pas du tout de contraintes sociales ou écologiques.

On peut très légitimement mettre en doute le bien-fondé écologique de l'importation de fruits, de légumes et de viande provenant d'autres parties du monde. Les terres à l'abandon sont soit en friche, soit achetées par des investisseurs voulant placer leur argent dans un investissement sûr avant l'éclatement de la prochaine bulle financière.⁶

A l'occasion de cette initiative populaire, nous avons enfin eu l'occasion de réunir les acteurs de l'agriculture, de la protection de

l'environnement et de la critique de la globalisation dans un dialogue de fond. Mais il me semble important de ne pas nous laisser diviser. Antonia Kitt insiste sur les intérêts communs:

«Par conséquent, chers amis des abeilles et protecteurs des espèces, si vous souhaitez vraiment faire quelque chose pour la préservation de la biodiversité, alors soyez solidaires avec les paysans de votre région! Nous avons les mêmes objectifs!»⁷

En faisant échouer une initiative populaire mal conçue, on pourrait marquer la naissance

d'une nouvelle cohésion sociale, elle-même génératrice de bonnes conditions de vie pour l'homme et la nature, sans écopopulisme ni esprit de division.

Source: Première parution sur www.rubikon.news/article/rettet-die-bienen-und-die-demokratie du 26 septembre.

Publié avec l'aimable autorisation de l'auteur.

(Traduction Horizons et débats)

¹ www.bienenundnatur.de/aktuelles/imker-verbaende-unterstuetzen-volksbegehren-nicht/

² www.swr.de/swr/aktuell/baden-wuerttemberg/Initiative-Rettet-die-Bienen-Volksbegehren-zur-

www.artenvielfalt-oekoverband-und-gruenen-politiker-ueben.artenvielfalt-kritik-bw-100.html

³ www.nabu.de/imperia/md/content/nabude/hautfluegler/180503-nabu-wildbienen-monitoring-2010.pdf

⁴ www.lernort-bauernhof-bodensee.de/wp-content/uploads/Offener-Brief_AntoniaKitt_Volksbegehren.pdf

⁵ <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/36094/umfrage/landwirtschaft---anzahl-der-betriebe-in-deutschland/>

⁶ www.agrarheute.com/management/recht/investoren-kaufen-landwirtschaft-540318

⁷ idem.



BODENSEE
Biene

NEIN zum Volksbegehren

Ja zu Bienen und Artenvielfalt

Sprich mit uns Landwirten und informiere Dich www.bodenseebiene.de

Bodensee-Obstbauern schaffen natürlich artenreiche Landschaften

Wir fördern mit vielfältigen Maßnahmen die Artenvielfalt in unserer Kulturlandschaft. Auf unseren Obstplantagen und Bauernhöfen sorgen wir für ein reichhaltiges Nahrungsangebot und Rückzugsgebiete.

Wildbienenexperten aus Konstanz und Wissenschaftler der Universitäten Freiburg und Hohenheim begleiten uns seit Jahren auf unserem Erfolgsweg für die Artenvielfalt in der Bodenseeregion.

- Wir fördern Artenvielfalt im Einklang mit hochwertig-modernen Obstanbau-Methoden.
- Wir sorgen durch Pflanzenschutz für gesundes Obst von gesunden Bäumen und Sträuchern.
- Wir legen heimische Wildkräuter- und Blühpflanzen-Saaten an, schaffen Nistplätze und stellen Nisthilfen auf – gebaut von Beschützenden Werkstätten in der Bodenseeregion.

Was wir uns wünschen

- Unterschreiben Sie das Volksbegehren NICHT
- Lassen Sie uns GEMEINSAM nach Wegen suchen, was wir ALLE für den Artenschutz tun können und müssen – von Landwirtschaft, Industrie, Politik, Wissenschaft bis zum Kleingärtner

Extrait d'un dépliant de la région fruitière du Lac de Constance («Obstregion Bodensee e.V.») analysant de manière critique l'initiative populaire allemande «Protection des espèces – «Sauvons les abeilles». L'Obstregion Bodensee e.V. est l'organisation faitière des associations des arboriculteurs fruitiers de la région du Lac de Constance.

La «solution suisse»

La création du canton du Jura: modèle et voie pour la résolution pacifique de conflits

par Werner Wüthrich, docteur en sciences administratives

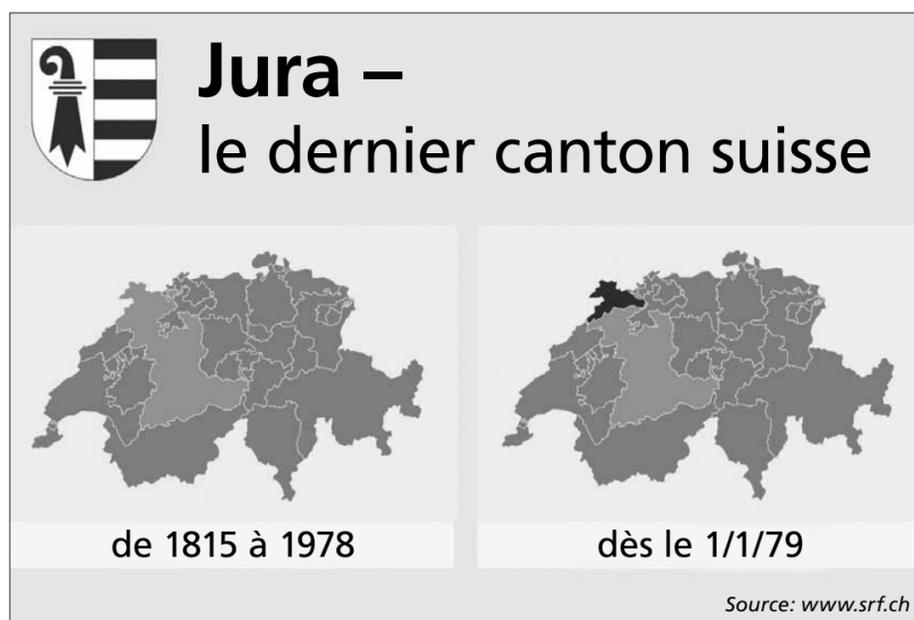
Le général Henri Guisan a dirigé l'armée suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Il y a 75 ans, le 19 août 1945, il lisait son dernier ordre du jour dans son quartier général de Jegenstorf et faisait ses adieux à ses officiers. Son discours contient des mots impressionnants: «[...] aussi globaux que soient les problèmes, il y aura toujours une solution suisse pour les résoudre». Guisan était jusqu'il y a peu la personnalité la plus populaire de Suisse (cf. *Horizons et débats* n° 18 du 19/8/19). Comme presque personne d'autre, il a compris comment unir le pays en ces temps dangereux. Il appréciait le sens de la communauté qui s'était développé au fil des siècles, l'interaction fructueuse entre la vie militaire et la vie civile, ainsi qu'entre la politique et l'économie. Dans ce qui suit, ses paroles impressionnantes serviront de point de départ à l'évaluation des questions non résolues pour la gestion des conflits actuels.

En Yougoslavie, déchirée par les guerres, et dans les Etats qui lui ont succédé, la guerre ne sévit plus, mais de nombreux problèmes sont toujours sans solution. Au Kosovo, par exemple, 20 ans après la fin de la guerre, des soldats étrangers sont toujours et encore déployés en tant que forces de maintien de la paix. En Ukraine, le *Traité de Minsk* de 2015, qui aurait dû donner aux deux provinces orientales un statut d'autonomie et d'autogouvernement, n'est pas appliqué.

Si les puissants de ce monde s'intéressaient vraiment à résoudre les conflits, il y aurait – au lieu de déclencher des guerres – bien d'autres moyens allant dans le sens de la «solution suisse». Voici un exemple: à l'approche des guerres dans les Balkans du début des années 1990, le conseiller fédéral *Adolf Ogi* a présenté publiquement à Helsinki une telle proposition dans le cadre de la CSCE: si la Yougoslavie devait être divisée à tout prix, on pourrait le faire comme dans le Jura suisse, c'est-à-dire laisser les divers groupes ethniques décider eux-mêmes, où et comment ils veulent établir leurs Etats. Ogi a été sévèrement critiqué pour sa proposition et est par la suite resté muet. Mais sa «solution suisse» est toujours d'actualité. Que voulait-il dire par là?

Depuis le XIX^e siècle, les régions catholiques du Jura ont voulu se séparer du canton protestant de Berne. Après de longs débats au cours du XX^e siècle, plusieurs votes populaires ont eu lieu dans les années 1970 – dans les différents districts, dans le canton de Berne et dans la Suisse toute entière. Trois des six districts ont voté pour la création du nouveau canton du Jura. Les autres voulaient rester dans le canton de Berne.

La chose la plus importante en Suisse fut la grande approbation des électeurs du canton de Berne qui – une fois la procédure négociée – ont donné aux Jurassiens la liberté de se séparer de Berne et de créer le nouveau canton du Jura. Le peuple suisse a dû se pro-



Lors de la votation populaire fédérale du 24 septembre 1978, le peuple suisse s'est exprimé en faveur de la création du canton du Jura avec le soutien de 82,3% des voix et de tous les cantons.

noncer à ce sujet parce que la création d'un nouveau canton nécessitait une modification de la Constitution fédérale. Selon une longue tradition suisse, il alla de soi que la grande majorité des électeurs puisse donner sa bénédiction au nouveau canton du Jura, après que les groupes concernés eurent trouvé une entente.

Au cours des 700 ans d'histoire de la Confédération, les conflits internes et même les conflits guerriers n'étaient pas si rares. Mais des solutions de conflit ayant généralement fait leur preuve ont vu le jour. Il s'agissait notamment du principe selon lequel, dans un conflit interne, les non-participants ne doivent pas prendre parti, mais s'engager comme médiateurs. Cela se trouve déjà défini dans le *Pacte fédéral de 1291*: «Les conflits entre confédérés doivent être apaisés par les plus sages. Leurs décisions doivent être défendues de tous.» Ce n'est que de cette façon que la Confédération a survécu pendant plus de 700 ans! Les exemples sont nombreux. Sur la page d'accueil d'Appenzell Rhodes-Intérieures, nous trouvons le texte significatif suivant sur la division du canton en 1597, qui s'était imposée à la suite de la Réforme:

«Le fossé entre les Rhodes, divisés dans les domaines de la foi et de la politique étrangère, était devenu si profond que toutes les tentatives de médiation échouèrent. En juin 1597, les habitants des Rhodes-Intérieures et Rhodes-Extérieures ont convenu de séparer le pays en deux demi-cantons lors de deux «landsgemeinde» distinctes. Par la suite, les cantons de l'ancienne Confédération suisse ont envoyé six arbitres en Appenzell, chargés de déterminer les formalités exactes lors de négociations avec les deux parties du litige. Le 8 septembre 1597, les médiateurs soumièrent une lettre de division du pays scellant la séparation définitive en deux Etats. Dès lors, Appenzell Rhodes-Intérieures et Appenzell Rhodes-Extérieures obtiennent le statut de demi-cantons en acceptant que leur influence dans la Confédération soit affaiblie.» (ai.ch)

Pas un seul référendum en Yougoslavie!

En Yougoslavie, les dirigeants de la communauté internationale (UE et OTAN) eurent peu de considération pour les populations.

Ils leur dictèrent les processus politiques d'en haut en tentant de les orienter selon leurs propres idées sans même envisager un seul vote populaire – bien que cela fut demandé à plusieurs reprises. En lieu et place il y eut de nombreuses guerres, beaucoup de violence et de déplacements ainsi que des bombardements massifs par l'OTAN en violations flagrantes du droit international. On créa des Etats par en haut sans même tenter d'obtenir consentement de la population. Des flux de réfugiés se sont formés, modifiant les structures démographiques de plusieurs pays européens. Les guerres ont en outre créé de nouvelles blessures très difficiles à guérir et certains des groupes ayant auparavant vécu ensemble pacifiquement ne se sont toujours pas vraiment rapprochés.

Certains des Etats nouvellement formés n'ont toujours pas de fondations viables. Vingt ans après la guerre, des contingents de soldats étrangers, également des Suisses, sont toujours présents au Kosovo. La Bosnie est toujours et encore sous «tutelle» et n'est pas vraiment un «Etat». La Croatie avait autrefois une minorité de 30% de Serbes. La province de Krajina était principalement habitée par des Serbes. Lorsque la région a été conquise, la plupart d'entre eux ont fui ou ont été expulsés. Des référendums comme dans le Jura se seraient imposés ici et dans bien d'autres endroits. Une séparation complète n'aurait souvent pas été nécessaire. Un statut d'autonomie, combiné à une auto-administration, par exemple comme celle des Basques en Espagne, aurait probablement souvent suffi.

Quelque chose m'a frappé à cette époque: en tant qu'enseignant d'école professionnelle, j'ai toujours eu des élèves de tous ces groupes de populations concernées dans mes classes pendant ces années-là. Ils étaient assis côte à côte dans la salle de classe et étaient en relation pacifique les uns avec les autres – même pendant les années de guerre. Lors d'entretiens avec eux, ils m'expliquaient que ce n'étaient pas les populations qui voulaient la guerre, mais les politiciens.

Blocus politique en Ukraine – pour combien de temps encore?

Pourquoi n'a-t-on toujours pas organisé de vote en Ukraine et dans les deux provinces

orientales – qui ne sont pas prêtes d'accepter les conséquences du coup d'Etat du Maïdan – sur un statut d'autonomie et une auto-administration partielle, comme le prévoit le *Traité de Minsk* de 2015? Pourquoi l'Ukraine n'a-t-elle toujours pas adopté une Constitution avec des structures fédérales? Quels sont ces politiciens préparant militairement la guerre qu'ils mènent déjà économiquement avec des sanctions? La population de la Crimée a pu exercer son droit à l'autodétermination dans les urnes. Le résultat fut clair. Mais le vote n'est tout simplement pas pris en compte dans les hautes sphères politiques. Et la Crimée est constamment citée comme raison pour isoler la Russie sur le plan économique et politique. Il vaut la peine d'examiner de plus près cet argument ou ce prétexte.

Une longue histoire relie la Russie à la Crimée

La Crimée est une région de la mer Noire riche en témoins historiques. Nous allons nous restreindre ici à quelques points spécifiques:

Dans l'Antiquité, les Grecs colonisèrent et régnèrent sur la région de la mer Noire. Au VI^e siècle av. J.-C., ils fondèrent Byzance (plus tard Constantinople et aujourd'hui Istanbul) et au V^e siècle, la ville de Chersonèse en Crimée – près de l'actuelle Sébastopol.

Au début du Moyen-Age, des tribus scandinaves et slaves s'installèrent dans la Rus, la région située entre le Nord-Est de la mer Baltique et la mer Noire. L'année 988 marque le passage de la Russie au christianisme. Le Grand-Duc russe *Vladimir* fut baptisé à Chersonèse en Crimée et fonda ainsi l'Eglise orthodoxe russe – aujourd'hui dotée d'un patriarcat à Moscou et à Kiev. Elle était basée sur la doctrine grecque orthodoxe et compte aujourd'hui environ 150 millions de membres.

Au milieu du XIII^e siècle, les Mongols de *Gengis Khan* conquièrent la Crimée. En 1399, les Tatars islamiques (appartenant aux peuples turcs) occupèrent la péninsule et y fondèrent un Khanat. Après la chute de Constantinople en 1453, la Crimée fut intégrée à l'Empire ottoman. En 1783, *Catherine la Grande*, d'origine allemande, reconquit la Crimée pour la Russie et invita les colons russes et les immigrants de pays européens amis à s'y établir pour contrebalancer la population tatare. Dorénavant, la Crimée devait être russe «pour l'éternité». Le premier grand groupe de nouveaux colons vint de Suisse et fondèrent en 1804 la colonie Zürichtal, actuellement Solotoe Pole. D'autres groupes suivirent de l'Allemagne et formèrent plusieurs colonies importantes telles Heilbrunn, Friedental, Hoffnungstal et Herzberge. Catherine ordonna également la reconstruction de la ville de Chersonèse, détruite par les Tartares, sous son nouveau nom de Sébastopol. La ville fut transformée en forteresse et devait abriter la future flotte russe de la mer Noire.

La Crimée dans le collimateur des puissants

Quiconque contrôle la Crimée contrôle la mer Noire – et aujourd'hui donc les réserves de pétrole et de gaz naturel et les pipelines existants et à construire. Pendant la guerre de Crimée (1853–1856), les troupes britanniques, françaises et ottomanes tentèrent de contenir la poussée russe vers le sud. Elles assiégèrent Sébastopol pendant près d'une année et la conquièrent finalement, après trois jours de tirs continus avec environ sept cents canons. Peu avant la fin de la Première Guerre mondiale – au printemps 1918 – les troupes allemandes occupèrent la Crimée. Dans la guerre civile qui s'ensuivit, Sébastopol fut à nouveau assiégée et conquise par le général tsariste *Wrangel* soutenu par des troupes d'intervention françaises et britanniques. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Wehrmacht allemande assiégea Sébastopol et la prit après 250 jours de combats intenses. Deux ans plus tard, les Russes reprirent la ville.

Suite page 8

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Le Cheval de Troie comme symbole d'une politique poursuivant d'autres objectifs que ceux proclamés

Au bord des Dardanelles, dans le passage vers la mer Noire, se trouvait Troie (qui dominait l'accès à la mer Noire). Il y a environ 3000 ans, les Grecs l'ont assiégée pendant dix ans, sous le prétexte de libérer une femme enlevée (Helena) – selon le poète Homère dans l'Iliade. Lorsque les Grecs n'eurent pas de succès militaire, ils recoururent à une ruse. Odysseus suggéra de faire semblant de se retirer et d'offrir un cadeau à l'adversaire comme réconci-

liation – un grand et beau cheval en bois. Mais c'était un cadeau «empoisonné». A l'intérieur se trouvaient des guerriers cachés qui quittèrent leur cachette pendant la nuit et ouvrirent les portes de la ville aux Grecs de retour. La ville fut conquise et l'accès à la mer Noire était libre. Seule la voyante Cassandra avait reconnu le jeu maléfique et averti en vain. A l'heure actuelle, on l'appellerait très probablement une conspirationniste ...

«La «solution suisse»

suite de la page 7

La Crimée se trouve à l'interface de la politique de force impériale entre l'Est et l'Ouest et fut souvent attaquée – par les Mongols, les Tatars, les Ottomans, les Français, les Anglais et les Allemands. Sébastopol est aujourd'hui une ville de 400 000 habitants. Dans l'identité russe, elle est une ville héroïque et représente probablement un des endroits les plus contestés de l'histoire du monde. Il n'est donc pas surprenant qu'en 2014, 95% des électeurs de Crimée, avec un taux de participation de 80%, aient décidé d'intégrer la Russie, qui les a si souvent défendus contre des attaques et des agressions venues de l'extérieur. Cependant, fait étrange, de nombreux politiciens occidentaux ne veulent pas reconnaître ces faits.

Actualités et perspectives

En 1990, lors des négociations sur la réunification allemande, le chancelier allemand, *Helmut Kohl*, et le président américain, *George Bush*, ont fait diverses promesses et concessions envers *Mikhaïl Gorbatchev*, alors président de l'URSS, pour le convaincre d'accepter la réunification. Avant tout, ils promirent la non-extension de l'OTAN vers l'Est. Cependant après la disparition l'URSS et le décès de Gorbatchev, l'inverse se produisit. La région de la mer Noire fut placée au centre de la planification stratégique de l'OTAN. Le 13 décembre 2013, *Victoria Nuland* s'est vantée, devant la *Open Ukraine Foundation* (dirigée par *Arseni Iatseniouk* le futur président ukrainien), que le gouvernement américain avait, depuis 1991, investi plus de cinq milliards de dollars dans sa politique ukrainienne – territoire situé très loin des Etats-Unis et sur les terres de l'ancienne grande puissance et rival qu'était l'Union soviétique. Sous *Obama*, *Nuland* était responsable de l'Europe et de l'Eurasie au Secrétariat d'Etat américain. A cela se sont ajoutés de nombreuses activités de fondations et ONG occidentales (cf. *Rudolph, Ralf; Markus, Uwe: «Die Rettung der Krim»*. 2017. p. 16).

Quelques semaines plus tard – en février 2014 – il s'est produit le violent coup d'Etat sur le Maïdan, le changement de régime et l'orientation politique vers l'Occident – tout cela lié au désir du nouveau gouvernement de rejoindre l'OTAN. En réaction, après le référendum, la Crimée demanda à adhérer à la Fédération de Russie. Quant aux deux provinces orientales, elles se distancèrent du Maïdan et se déclarèrent partiellement indépendantes. Suivirent la guerre et les sanctions des Etats-Unis et de l'UE. Donetsk et Lougansk sont actuellement soutenus et protégés par la Russie. Des pourparlers eurent lieu dans la capitale biélorusse de Minsk en 2015. L'Ukraine signa avec la Russie, l'Allemagne



La joie de la population après le référendum réussi en faveur de l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie était bien réelle. (photo keystone)

et la France un accord devant donner aux deux provinces orientales un statut d'autonomie et une large part d'autodétermination. Les élections et les votes devaient suivre. «En droit international moderne, le droit à l'autodétermination est le point central formant la racine de la démocratie et de la légitimité de tout système politique», a déclaré *Hans Köchler*, professeur de droit constitutionnel et expert en droit international, le 12 février 2015 dans sa déclaration sur l'*Accord de Minsk* (cf. *Köchler*, 2019, p. 71).

Ainsi se ferme le cercle, et nous nous retrouvons face à la «solution suisse» formulée par le général *Henri Guisan* après la Seconde Guerre mondiale et proposée par le conseiller fédéral *Adolf Ogi* à l'approche des guerres yougoslaves à Helsinki: éviter la violence et la guerre – et résoudre le conflit selon le modèle du canton du Jura. Jusqu'à présent, l'*Accord de Minsk* n'a pas encore été mis en œuvre.

Adhésion en conformité avec le droit international

La soi-disant annexion de la Crimée est tout le temps citée aujourd'hui comme raison pour isoler la Russie et justifier des sanctions. Toutefois – la Russie n'a pas annexé la Crimée, comme cela est très souvent prétendu en contradiction avec les faits. La péninsule – suite à un vote populaire – a déposé une demande d'adhésion à la Fédération de Russie, ce qui est parfaitement compréhensible de par son histoire. L'adhésion ne contrevient pas au droit international – tout au plus à la Constitution de l'Ukraine, déjà violée par le coup d'Etat du Maïdan.

En outre, on avance le principe de l'«intégrité des frontières» comme argument contre la Russie. Hormis quelques mois

à la fin de la Première Guerre mondiale, l'Ukraine n'a jamais été un Etat indépendant. En 1954, *Nikita Khrouchtchev* a transféré la Crimée en République soviétique d'Ukraine pour des raisons administratives. Il s'agissait en fin de compte d'une affaire interne à l'Union soviétique centraliste et autoritaire. La population de Crimée n'a jamais eu l'occasion de s'exprimer à ce sujet. En 2014, elle a invoqué le droit à l'autodétermination garanti par le droit international moderne et a corrigé de manière démocratique l'ancienne décision de *Khrouchtchev*. En 1993, en période postcommuniste, la Slovaquie a également invoqué ce principe du droit international et s'est séparée pacifiquement de la Tchéquie. La différence réside probablement dans le fait que la Crimée soit située à un endroit stratégiquement important et, comme souvent auparavant, se trouve dans le colli-mateur des «puissants».

Neutralité et fédéralisme comme voie vers la paix

L'Ukraine et la Russie font partie de la zone culturelle et urbaine de la Rus. C'est ainsi qu'on appelle historiquement la grande zone située entre le nord-est de la mer Baltique et la mer Noire. Des biens culturels communs et de nombreuses traditions relient actuellement encore les deux pays. Mais il y a des lignes de démarcation – également à l'intérieur de l'Ukraine: la partie occidentale appartenait jusqu'à la Seconde Guerre mondiale à la Pologne et est davantage orientée vers l'Occident, la partie orientale est plus liée à la Russie et on y parle le russe. Ce n'est pas inhabituel. Même en Suisse, avec ses quatre régions linguistiques et ses quatre cultures, il existe, outre de nombreux points communs, des lignes de division ne faisant pourtant pas

obstacle à la résolution pacifique des conflits. Mais les lignes de démarcation exigent des structures fédérales et une politique neutre de l'Etat dans son ensemble.

Pour l'Occident, il y a peu de chances de succès dans la poursuite ou le soutien des politiques exacerbant les lignes de division en Ukraine. Il faut plutôt créer les conditions permettant à l'Ukraine de mener une politique neutre et de trouver la voie vers une structure d'Etat fédéral laissant autant d'autonomie que possible aux différentes régions et donnant un droit de participation démocratique aux populations. Les dictats d'en haut, la diabolisation de politiciens (qui n'agissent pas en conséquence), les sanctions, l'armement ou même les activités militaires sont, par contre, du poison et mènent à la destruction, comme l'histoire de la Yougoslavie l'illustre parfaitement. La non-exclusion de la Russie par le *Conseil de l'Europe* et le fait que ce pays ait pu retrouver son droit de vote après une interruption, représentent une lueur d'espoir.

Démocratie vécue et liberté comme modèle

Les guerres d'aujourd'hui et parfois aussi les «révolutions colorées» sont le plus souvent mises en scène avec l'exigence de protéger la démocratie, les droits de l'homme et la liberté. Cela serait plus crédible si ceux prétendant le faire, cultivaient leur propre culture démocratique et servaient de modèles au sein de la communauté internationale. Cette culture comprend une approche digne et respectueuse à l'égard des opposants politiques et des opinions dissidentes. Il s'agit notamment de se confronter avec les contenus de leur culture – sans les insulter, les diffamer ou même les exclure. Cela inclut le respect des élections et des votes populaires. – Une telle politique inciterait également les pays ayant un ordre plutôt autoritaire à envisager de prendre des mesures allant vers la démocratie et la liberté occidentales. Cette voie serait plus prometteuse que l'ouverture de nouveaux fronts militaires et économiques, de continuer à créer un surarmement gigantesque et à préparer des guerres. Cette politique de confrontation fait peur et nuit bien plus à la démocratie, à la liberté et aux droits de l'homme qu'elle ne leur profite. La mise en scène de révolutions colorées n'aboutit guère à des solutions positives et durables. •

Sources:

- Schmid, Hans Rudolf. *Der General*. Zofingen 1974; cf. également *Horizons et débats* n° 18 du 13/8/19 et la *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* 06/2019
- Rudolph, Ralf; Markus, Uwe. *Die Rettung der Krim*. [Le sauvetage de la Crimée]. Berlin 2017
- Köchler, Hans. *Schweizer. Vorträge – Texte zu Völkerrecht und Weltordnung*, Zurich 2019
- Pacte fédéral de la Confédération de 1291
- Lettre concernant la séparation des deux Appenzels de 1597

«Moments humains»

par Marita Brune-Koch

Vacances au Tyrol du Sud. Nous voulons dîner avec des amis, notre ami réserve une table dans une belle salle au style rustique d'un élégant hôtel. A notre arrivée, j'ai de mauvais pressentiments, car l'hôtel semble assez distingué. Nous sommes entièrement mouillés, car il pleut averse et nous portons des vêtements de sport. Et de plus, nous avons un chien trempé. Il s'avère être effectivement un problème: la dame à l'accueil regrette de ne pas pouvoir nous laisser entrer dans la belle salle de restaurant, où notre ami avait réservé une table. Je nous voyais déjà disparaître sous la pluie dans la nuit tombante à la recherche d'un autre lieu, pourtant il en fut autrement. La dame à l'accueil nous offre une table dans une autre pièce où nous pouvons prendre le chien avec nous. C'est uniquement dans la salle que les hôtes préfèrent ne pas être confrontés à des chiens. Elle nous assure de sa compréhension, car elle-même a un chien, mais l'autre endroit est également très agréable avec des chaises confortables. Nous acceptons volontiers cette offre, nous prenons place sur nos chaises et notre chien sous la table. Ce sera une merveilleuse soirée, non seulement grâce à la bonne cuisine, mais aussi parce que nous serons servis par plusieurs serveurs tous aussi compétents qu'aimables, ouverts, pleins d'humour.

Ils répondent volontiers à tous nos vœux. Lorsque notre ami commande une deuxième cuillère, parce qu'il veut partager la soupe avec sa femme, le serveur apporte spontanément deux petites soupes. De temps en temps, la gentille dame de l'accueil viens vers nous pour se renseigner si nous et le chien allons bien. C'est une gentillesse absolument sincère. Avec notre expresso, on nous offre une délicieuse praline. L'un d'entre nous ne boit pas de café et n'obtient donc pas de praline. En blaguant, il dit: «Je m'attendais qu'elles étaient toutes pour moi, puisque je n'ai pas de café.» De suite, le serveur lui en apporte une en disant: «Pas de soucis, nous en avons assez!»

Pourquoi ce récit? Il n'est nullement de mon intention de faire de la publicité pour la gastronomie du Tyrol du Sud (bien que je ne serais pas mal placée, car partout nous avons été servis avec beaucoup d'attention et de gentillesse). Non, je raconte cela pour rendre attentif à un fait de grande importance. Ce matin, j'ai lu dans notre journal régional une interview avec *Sabine Hübner*, «spécialiste du service». Elle expliquait les attitudes importantes à offrir en gastronomie et dans l'hôtellerie, ce qu'il fallait pour que l'hôte se sente bien et veuille revenir. Outre toutes les réflexions conceptuelles, ce sont avant tout

les «moments humains» dont on a besoin. «*Mehmet*, le chef de restaurant me salue par mon nom et prend le temps de bavarder un peu avec moi, *Barista Raoul* me fait des clin d'œil et sait toujours comment je désire mon café. Ce sont ces «moments humains», qui nous font ressentir la vie.» Elle explique: «L'hospitalité a toujours joué un rôle important dans ma vie. Dans mon enfance, la plus grande pièce était à la fois la pièce du petit déjeuner et la salle de séjour de notre pension de vacances dans le *Salzkammergut* autrichien. En tant qu'enfant, il me semblait aller de soi que ma grand-mère sache par cœur comment chaque hôte appréciait la cuisson de son œuf à la coque. Pour moi, il allait de soi qu'on se rapproche les uns des autres quand un hôte arrive à l'improviste à la cuisine tard le soir et trempé par la pluie de montagne et qu'on lui offre une soupe chaude et remplit les chaussures mouillées avec du papier de journal. Chacun a le droit d'être comme il est. C'est justement cela qui est si difficile à une époque où beaucoup crient «Moi! Moi! Moi!». Pourtant, l'hospitalité est aussi ancienne que l'humanité elle-même et considérée comme sacrée en nombreux endroits du monde.» On ressent dans ces mots, qu'il s'agit ici d'une humanité sincère qui n'est pas réduite à une attitude professionnelle.

Hübner précise également: «Quand le cœur manque dans le service, la performance apparaît rapidement comme une mauvaise pièce de théâtre. Alors, les phrases émises pendant le service sont peut-être correctes, mais elles n'ont pas d'effets. Et pire encore: les hôtes se sentent comme des pions poussés par ici et par là avant d'être priés de passer à la caisse. Les rencontres entre les employés et les hôtes nécessitent beaucoup de cœur, de nombreux et sincères coups d'œil, beaucoup d'ouverture. Cela est tout à fait compatible avec une attitude professionnelle. Quand cela réussit, nous vivons de merveilleux «moments humains».

Je pense que les propos de cette spécialiste du service vaudraient la peine d'être transférés à de nombreux autres domaines des rencontres humaines. Médecin-patient, enseignant-élève, vendeuse-cliente, chauffeur de bus ou de tram et passager, des rencontres fortuites entre êtres humains quelque part en ville ou en campagne – partout où se prêtent des occasions pour vivre de véritables moments humains. Ce sont eux qui enrichissent la vie, offrent un moment de bonheur à ceux qui donnent comme à ceux qui reçoivent. Cette humanité personnelle permet dans de nombreux cas, et même dans les conflits les plus difficiles, de trouver des solutions. Chacun de nous peut y contribuer. •